

**MINISTERE DE L'AMENAGEMENT
DU TERRITOIRE ET DE LA POPULATION**

**DIRECTION NATIONALE DE LA
PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT**

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

**RAPPORT DE MISSION DE SUIVI PHYSIQUE ET FINANCIER
DES PROJETS/PROGRAMMES D'INVESTISSEMENTS
PUBLICS DANS LES REGIONS DE KAYES, KOULIKORO ET
LE DISTRICT DE BAMAKO**

(29 DECEMBRE 2014-12 JANVIER 2015)



Janvier 2015

SOMMAIRE

INTRODUCTION.....	3
I. DEROULEMENT DE LA MISSION	5
A. REGION DE KOULIKORO	5
1. PROJET DE CONSTRUCTION DE LA DECHARGE COMPACTEE DE NOUMOUBOUGOU	5
2. CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DE LA CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA.....	8
B. REGION DE KAYES.....	11
1. PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS ANIMALES DANS LA ZONE DE KAYES SUD (PADEPA-KS).....	11
2. PROJET RESTAURATION DU FORT DE MEDINE, KAYES	23
C. DISTRICT DE BAMAKO	27
1. PROJET DE REHABILITATION / EQUIPEMENT DE L'INA.....	27
2 EXTENSION ET EQUIPEMENT DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS (INJS).....	29
II. PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRES DE LA MISSION.....	30
III. DIFFICULTES RENCONTREES, SUGGESTIONS, RECOMMANDATIONS ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS.....	32
CONCLUSION.....	35
IV. ANNEXES	36

INTRODUCTION

Dans le cadre du suivi physique et financier des Projets/Programmes d'investissements publics et suivant l'ordre de mission N° **00153/MPATP-SG du 24 décembre 2014**, une mission de la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPd) s'est déroulée du 29 décembre 2014 au 12 janvier 2015, dans les Régions de Kayes, Koulikoro et le District de Bamako,

L'équipe de la mission était composée de :

- M. Diakaria KONE, Planificateur, Chef de la mission ;
- M. Sidiki BOIRE, Planificateur ;
- M. Amadou A. HAIDARA, Planificateur ;
- M^{me} DEMBELE Djénéba TANGARA, DRPSIAP Bamako ;
- M. Soumaila Ibrahim TOURE, DRPSIAP Kayes ;
- M. Ibrahim TOURE, DRPSIAP Koulikoro ;
- M. Yaya KONATE, Chauffeur.

La mission a été appuyée par les Directeurs Régionaux de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population (DRPSIAP) des régions visitées.

Elle s'inscrit dans le cadre des actions de la DNPd au titre du Plan d'Actions Gouvernemental pour l'Amélioration et la Modernisation de la Gestion des Finances Publiques, Phase II (PAGAM/GFP II) notamment l'axe 1 dénommé « Améliorer la qualité de préparation et d'exécution du Budget », à travers l'amélioration de l'exhaustivité et la fiabilité des données recueillies sur les Projets/Programmes d'investissements publics au Mali.

Au cours de cette mission les projets suivants ont été visités :

Région de Koulikoro

- Projet de Construction de la Décharge Compactée de Noumoubougou ;
- Projet de Construction/Equipement de la Cité Universitaire de Kabala.

Région de Kayes

- Projet de Restauration du Fort de Médine, Kayes ;
- Projet d'Appui au Développement des Productions Animales dans la zone Kayes Sud (PADEPA-KS).

District de Bamako

- Extension et Equipement de l'Institut de la Jeunesse et des Sports (INJS) ;
- Réhabilitation / Equipement de l'Institut National des Arts (INA).

L'objectif visé par la DNPd, à l'issue de cet exercice, est de recueillir et publier des informations fiables, actualisées et transparentes sur l'exécution physique et financière des Projets/Programmes (P/P) au Mali (cf. TDR en annexe 1).

Les résultats attendus de cette mission sont :

- l'état d'exécution physique et financière des P/P visités est mieux connu ;
- les contraintes à la bonne marche des Projets/Programmes visités sont identifiées ;
- les suggestions et recommandations appropriées sont formulées et mises à la disposition des autorités compétentes pour prise de décision.

Dans le souci d'avoir des informations partagées et fiables, la mission a rencontré plusieurs personnes impliquées dans l'exécution desdits projets.

Ci-joint, la liste des personnes rencontrées et des documents consultés (annexe 2).

Le présent rapport est structuré autour des points suivants :

I. Déroulement de la mission

II. Principaux enseignements tirés de la mission

III. Suggestions, recommandations et propositions de solutions

IV. Annexes.

I. DEROULEMENT DE LA MISSION

Sur le plan technique et méthodologique, la mission proprement dite s'est déroulée en deux (2) phases. Une première phase de séances de travail avec les Unités de Gestion des Projets (UGP) et/ou les services techniques qui a permis non seulement d'avoir une vue d'ensemble des projets (niveau d'exécution physique et financière, état de passation des marchés, mécanisme de Suivi-évaluation mis en place pour le pilotage du projet) mais aussi d'établir un calendrier consensuel pour la poursuite des travaux. Une seconde phase de visite des réalisations physiques sur le terrain qui a permis de constater l'effectivité des réalisations, apprécier leur niveau d'exécution et difficultés rencontrées et échanger au besoin avec les bénéficiaires.

Par ailleurs, dans les localités visitées, la mission a rendu une visite de courtoisie aux autorités administratives et politiques avant de commencer le travail technique.

A. REGION DE KOULIKORO

1. PROJET DE CONSTRUCTION DE LA DECHARGE COMPACTEE DE NOUMOUBOUGOU

Adoptée en Conseil des ministres du 25 juin 2005, la stratégie de gestion des déchets solides du District de Bamako a prévu la réalisation de certaines infrastructures lourdes comme les décharges compactées. Le projet de construction de la décharge compactée de Noumoubougou s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie.

Son objectif est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations en renforçant la lutte contre la pauvreté urbaine.

L'étendue des travaux de réalisation de la décharge de Noumoubougou comprend : le déboisement des zones concernées par les travaux, la construction de 2 bassins pour le stockage et l'évaporation de l'eau de lixiviation provenant de la cellule de confinement, la construction des routes permanentes sur le site et des aires de stationnement, la construction d'un système de captage des biogaz, la construction d'un système de collecte des lixiviats, l'aménagement d'un réseau de drainage des eaux de surface, les études complémentaires et le contrôle de la surveillance des travaux.

1.1. Séance de travail avec la Direction Nationale de l'Assainissement, du Contrôle des Pollutions et Nuisances (DNACPN)

La mission a été reçue par le Directeur National, **M. Drissa TRAORE** et ses collaborateurs. Après la présentation de la mission, le Directeur a rappelé le contexte et les objectifs du projet. Démarré en 2006, la décharge occupe une superficie de 51 hectares. Le site doit abriter trois (3) cellules de stockage et de compactage des déchets. La première cellule a été réceptionnée le 19 septembre 2014 pour une durée d'exploitation estimée à 20 ans. Les travaux des deux (2) autres cellules n'ont pas pour l'instant commencé.

Le Directeur a ajouté que les perspectives portent sur la mise en œuvre de la convention de gestion de la décharge, signée le 29 septembre 2014 entre la Mairie du District et l'entreprise Ozone/Maroc.

1.1.1. Réalisations physiques

Du démarrage du projet à nos jours, les réalisations majeures ont porté entre autres sur :

- la fourniture et la pose de poteaux-balises ;

- la réalisation des plaques entre les poteaux de la clôture et de haie vive autour de la décharge ;
- la construction des bâtiments administratifs, de l'aménagement de la voie d'accès ;
- la réalisation de la cellule A et du bassin de lixiviats et la construction de la base de vie.

Les études complémentaires, le contrôle et la surveillance ont été attribués au bureau d'études IBATECH ENGINEERING.

1.1.2. Système de Suivi-évaluation

Le bureau de contrôle et de surveillance des travaux, en rapport avec le point focal du projet assure le suivi contractuel et communique régulièrement l'état d'avancement des travaux à la DNACPN. Des missions régulières de supervision sont effectuées par la DNACPN pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux en vue d'identifier les goulots d'étranglement.

Par ailleurs, des missions de Suivi-évaluation sont effectuées dans le cadre du suivi interne par la Cellule de Planification et de Statistique (CPS)/Secteur Eau, Environnement, Urbanisme et Domaine de l'Etat, la Direction des Finances et du Matériel (DFM) du ministère de tutelle et la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPd).

1.1.3. Réalisations financières

D'un coût initial de 4 639 millions, ce coût est porté à 6 919 millions de FCFA à la date du 31 décembre 2013 au titre du financement acquis. Il a été décaissé un montant de 5 908 millions de FCFA à la même date, soit un taux de décaissement de 85,38%. Le projet est exclusivement financé par le budget d'Etat et bénéficie à ce titre d'une inscription budgétaire de 581 millions de FCFA pour l'exercice 2015 (non inclus dans le financement acquis au 31 décembre 2013).

▪ Récapitulatif de la situation d'exécution financière du Projet

Montant en millions de francs CFA

		Situation financière du Projet par année									
N°RNP	Financement intérieur	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	TOTAL
	Financement acquis	200	270	249	1200	1000	1000	0	2000	1000	6919
	Décaissement	189	270	249	1200	1000	1000	0	2000	830	6738
2054	Taux de décaissement	94,5	100	100	100	100	100	0	100	83	97,38

1.2. Visite des réalisations physiques

Après la séance de travail avec l'UGP, la visite de terrain s'est effectuée en compagnie du Point focal du projet en la personne de M. Modibo DIALLO. Les travaux de construction de la cellule A sont terminés. D'après le Point focal, l'exploitation de la décharge pourrait commencer si les équipements nécessaires sont disponibles (pied de mouton, pont bascule, pelles, engins légers, etc) et si un cahier de charge définissant les clauses d'exploitation est élaboré.

La visite a concerné les infrastructures suivantes :

- **La cellule A**

S'étalant sur 200 m × 180 m d'une profondeur de 9 à 10 mètres, la cellule a été réceptionnée provisoirement le 19 septembre 2014. A ce jour, toutes les réserves formulées ont été levées. La capacité de la cellule est de 400 000 m³ de déchets. Cette capacité pourrait légèrement s'améliorer après le compactage. Aucun matériel n'était disponible pour faire ce travail au moment de la visite du chantier. La cellule A comporte une voie d'accès réservée aux poids lourds d'une capacité de 7 tonnes et de géo-membranes couvertes de sables.

Aussi, le besoin d'acquisition de matériels d'exploitation de la cellule se pose avec acuité.



Vue de la Cellule A

- **le bassin de lixiviats**

Réalisé en 2014, ce bassin de récupération de lixiviats permet de contenir les eaux usées provenant du compactage des déchets de la cellule.



Bassin de lixiviats rempli d'eau pluviale

- **Le garage**

Construit en 2014, il comprend un bloc de bureaux, deux toilettes externes et un hangar. Au passage de la mission, ce garage sert de logement pour le gardien.

- **les citernes**

Il s'agit de deux (2) citernes de 5 000 m³ chacune, elles servent à prévenir les éventuels incendies pouvant intervenir dans la cour de la Décharge.

- **la base de vie**

Construite en 2007, elle est composée de bureaux, de forages et d'éclairages.

Par ailleurs, des arbres ont été plantés aux alentours du mur de clôture. Ces travaux ont été entièrement réalisés depuis 2005.

Au regard du constat général, les abords du site du projet connaissent un début d'occupation anarchique pouvant entraîner, à long terme, des difficultés dans la poursuite des travaux en raison des effets nuisibles dont les populations pourraient être victimes.

La voie d'accès au projet et celle conduisant à l'intérieur de la cellule A ne sont pas bitumées, cela pourrait entraîner des problèmes d'embourbement des engins pendant l'hivernage.

En terme de recommandation, il a été suggéré de bitumer la voie d'accès jusqu'à l'intérieur de la cellule, de veiller à l'occupation anarchique ainsi que de diligenter l'acquisition des matériels pour l'exploitation de la décharge.

2. CONSTRUCTION/EQUIPEMENT DE LA CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA

Dans le cadre des réformes en cours de l'enseignement supérieur, le Gouvernement de la République du Mali, a entrepris le développement d'un nouveau pôle universitaire à Kabala, comprenant des zones résidentielle, pédagogique, administrative et d'extension.

Depuis 2010, des travaux de grande envergure ont démarré portant sur la construction et l'équipement d'une Cité Universitaire de 4 000 places, pour un montant initial de 25 milliards de F CFA entièrement financé par le Budget national. Ainsi, il a été convenu entre l'Etat et les entreprises que le préfinancement s'échelonne sur quatre (4) exercices budgétaires, à raison de paiement par tranches annuelles de 10% en 2010, 35% en 2011, 35% en 2012, et 20% en 2013.

En outre, le 10 mars 2014, le Président de la République a procédé à la pose de la première pierre des infrastructures pédagogiques financées et construites par la République Populaire de Chine à hauteur 35 milliards de F CFA.

2.1. Séance de travail avec les UGP/Services techniques

- **Centre National des Œuvres Universitaires (CNOU)**

La mission a effectué une séance de travail préliminaire avec le Service des Allocations Financières (SAF) et le Service de Logement et Restauration (SLR) du Centre National des Œuvres Universitaires (CENOU). Cette séance a permis de collecter d'une part, la documentation nécessaire et d'autre part, d'établir le calendrier de la visite du chantier avec le maître d'œuvre qui est le Cabinet d'Architecture et d'Urbanisme (CADAU).

- **Séance de travail avec le CADAU**

Les travaux de construction des 4 000 places ont démarré le 14 octobre 2010 pour un délai d'exécution de 18 mois dans le cadre d'un préfinancement. Le remboursement devrait se faire sur 4 exercices budgétaires. Le CADAU a sous traité des contrats avec cinq (5) bureaux d'études pour le suivi des travaux qui sont:

1. ICON pour les travaux d'électricité ;
2. SESTA pour l'assainissement et les eaux usées ;
3. SAGATOU Ingénieur conseil, pour l'adduction d'eau ;
4. SESEA pour l'ingénierie sanitaire ;
5. CESIA pour les structures de génie civil.

Le taux d'exécution physique global des travaux s'élève à 89% contre un taux d'exécution financière de 80%. Cependant, ce taux physique ne prend pas en compte les équipements des

logements. Il ressort des échanges que le règlement des décomptes est la condition sine qua non de la poursuite des travaux.

Les travaux de réalisation des blocs pédagogiques par la partie chinoise pour la première phase ont démarré en mars 2014. Ils consistent à la construction de 7 blocs pour un montant total de 35 milliards de F CFA. Le taux d'exécution physique se chiffre à 28% à la date de passage de la mission.

2.1.1. Réalisations physiques

La réalisation physique des infrastructures est composée de 5 lots, leur situation d'exécution physique se présente comme suit :

- pour le lot 1, les travaux de finition se poursuivent au niveau des dortoirs, ainsi que les travaux d'enduit à des niveaux différents, de même que le carrelage, la pose de l'étanchéité sur le toit et les enduits pour les armoires, le taux d'exécution physique est de 81,22% ;
- pour les lots 2 et 3, les travaux de la peinture couche d'assise se poursuit et la pose des tablettes de travail dans les chambres, les taux d'exécution physique se présentent respectivement à 91,25% et à 90,12% ;
- concernant le lot 4, les travaux portent sur la pose de menuiserie au niveau des dortoirs, les travaux au niveau des vestiaires, la clôture du bureau des entrées, le taux d'exécution physique est évalué à 88,25% ;
- enfin, les travaux se poursuivent au niveau du parking extérieur et l'aménagement de la cour pour le lot 5 avec un taux d'exécution physique de 92,74%.

L'état d'avancement général des travaux est de 88,71% à la date du 31 décembre 2014. Toutefois, le chantier connaît un léger retard par rapport au planning d'exécution et une demande de prorogation a été adressée par les entreprises au Maître d'ouvrage à cet effet.

2.1.2. Système de Suivi-évaluation du Projet

Dans le cadre du suivi interne, des réunions périodiques se tiennent régulièrement. Ainsi, l'ensemble des acteurs notamment le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, le CENOU, le CADAU et ses bureaux spécialisés (ICON, SESTA, SAGATOU, SESEA, CESIA), les entreprises et/ou groupement d'entreprises adjudicataires de marchés (ECONI, COMATEXIBAT-SA, Groupement ETROBA /EGENE-TP) prennent part aux réunions mensuelles. Des réunions spécifiques sont parfois organisées, soit par le maître d'ouvrage, soit par le maître d'œuvre (CADAU) et les Entreprises en fonction de la situation ou du problème posé.

Le suivi externe est assuré par la Commission interministérielle qui se réunit mensuellement, la Cellule de Planification et de Statistique (CPS) du Secteur de l'Education et la Direction Nationale de la Planification du Développement à travers des missions de suivi physique et financier dudit projet.

2.1.3. Réalisations financières

Le coût de l'ensemble des marchés de construction de la cité universitaire de Kabala et la Direction du CENOU y compris les différents avenants et les frais d'études et de suivi des travaux se chiffre à **26 578 367 593 F CFA**¹ dont 22 783 210 283 payés ou mandatés à la date du 02 janvier 2015. Ainsi, le cumul des arriérés est évalué à **3 795 157 310 F CFA**. Ces arriérés sont la résultante du non respect des engagements contractuels entre l'Etat et les entreprises du fait des difficultés de trésorerie. Rappelons que les termes de l'accord

¹ Source : Direction CENOU

prévoient, le paiement par tranches annuelles de 10% en 2010, 35% en 2011, 35% en 2012, et 20% en 2013.

▪ **Récapitulatif de la situation d'exécution financière du Projet :**

Montant en millions de francs CFA

N°RNP	Situation financière du Projet par année ²							TOTAL
	Financement intérieur	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
2372	Financement acquis	350	1 770	7 086	4 155	6 000	4 000	23 361
	Décaissement	350	1 584	7 086	4 155	5 958	4 000	23 133
	Taux de décaissement	100,00	89,49	100,00	100,00	99,30	100,00	99,02
	Financement extérieur (Chine)							
	Financement acquis (Don)	35 000						35 000
	Décaissement							
	Taux de décaissement							

La mission n'a pu avoir aucune information sur le niveau de décaissement au titre du financement de la Chine

2.1.4. Etat des passations de marchés

Au titre de la construction et de l'équipement de la Cité Universitaire de 4 000 places de Kabala, cinq marchés initiaux composés de cinq lots ont été attribués. Ces marchés concernent :

- le lot n°1: Bloc A des résidences à cinq niveaux R+4, plus une infirmerie comprenant une pharmacie, une salle de soins, une salle de repos, un magasin de stockage des produits pharmaceutiques de première nécessité d'un montant de 5 960 millions de F CFA pour un délai d'exécution de 540 jours ;
- le lot n°2 : Bloc B des résidences à cinq niveaux R+4, plus un restaurant universitaire et une cafétéria centrale d'un montant de 5 181 millions de F CFA pour délai d'exécution de 18 mois ;
- le lot n°3 : Bloc C des résidences à cinq niveaux R+4 et des magasins de vente des produits de première nécessité d'un montant de 4 884 millions pour un délai d'exécution 540 jours ;
- le lot n°4 : Bloc D des résidences à cinq niveaux R+4 plus le mur de clôture, le bureau des entrées et une salle polyvalente comprenant une réception, une salle de sport et un espace de repos, d'un montant de 4 542 millions de F CFA, pour un délai d'exécution de 540 jours ;
- le lot n°5 : les aménagements, notamment les branchements aux réseaux d'eau et d'électricité et la pose du gazon, le réseau interne d'alimentation en eau potable, le traitement des eaux usées et l'exécution des collecteurs, d'un montant de 2 738 millions de F CFA pour un délai d'exécution de 540 jours.

Les lots n°2, et n°5 ont fait l'objet d'avenants d'un montant respectivement de 344 millions, et de 574 millions de F CFA pour un délai d'exécution supplémentaire de 33 mois.

Par ailleurs, le marché relatif aux études architecturales et techniques, au contrôle et au suivi des travaux d'un marché initial de 1 759 millions de F CFA pour un délai d'exécution 570 jours a fait aussi l'objet d'un avenant à hauteur de 519 millions pour un délai d'exécution supplémentaire de 34 mois.

L'ensemble de ces marchés pluriannuels sont étalés sur les exercices budgétaires 2010, 2011, 2012, 2013, pendant que les différents avenants y afférents sont sur les exercices 2014 et 2015.

Le projet de construction de la Direction Générale du CENOU a fait l'objet d'un marché (en lot unique) de 996 million F CFA pour un délai d'exécution de 210 jours. Il est financé sur les exercices budgétaires de 2009, 2010 et 2011.

2.2. Visite des réalisations physiques

La visite de terrain a porté sur les réalisations suivantes :

- le Centre de Santé Universitaire, bâti sur une superficie de 2 800 m² environ, son taux d'exécution physique est estimé à 91% par le CADAU ;
- les 4 bâtiments R+4 de 1 000 places chacun pour le logement des étudiants. A ce niveau, les travaux sont en retard avec un taux d'exécution physique estimé à 91% par le bureau d'études CADAU ;
- la cafétéria centrale, construit sur 2 000 m² environ y compris le contour, les travaux sont au stade de finition ;
- le restaurant universitaire R+1 ;
- le siège du CENOU (R+2), composé de 64 bureaux et de 2 grandes salles de réunion. Il reste l'acquisition et l'installation des matériels informatiques et bureautiques. Toutefois, le chronogramme des tâches prioritaires du CENOU, prévoit l'occupation de ce nouveau siège à partir de juin 2015.

Des efforts doivent être consentis pour renforcer la sécurité et la surveillance des personnes physiques et des matériels de travail des entreprises en vue de limiter voire juguler les vols incessants de matériels.

Au titre des recommandations, la mission suggère :

- le paiement des arriérés par l'Etat ;
- le respect des plannings d'exécution actualisés à l'endroit des entreprises ;
- et le renforcement de la sécurité sur le site.

B. REGION DE KAYES

Pour cette région, la mission a visité le Projet d'Appui au Développement des Productions Animales dans La Zone de Kayes Sud (PADEPA – KS) et le Projet de Restauration du Fort de Médine.

1. PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS ANIMALES DANS LA ZONE DE KAYES SUD (PADEPA-KS)

Le PADEPA-KS contribue à l'accroissement de la sécurité alimentaire et à l'allègement de la pauvreté. Il contribue également à l'augmentation de façon durable les productions animales et le revenu des agro-éleveurs dans la zone de Kayes Sud.

Le PADEPA-KS est localisé dans les cercles de Kayes, de Bafoulabé, de Kéniéba et de Kita. Il a démarré en janvier 2008 pour une durée de six (6) ans. Il a bénéficié successivement de

deux (2) années (2014 et 2015) de prorogation en vue d'achever les travaux en cours. Ainsi, la date de clôture du projet interviendra le 31 décembre 2015.

Le projet devrait s'étaler sur une durée de six ans pour un montant initial de 14,2 milliards de F CFA soit une contribution de 11,5 milliards pour le Fonds Africain de Développement (FAD) et une contribution du Gouvernement et des bénéficiaires de 2,5 milliards de F CFA. Il concerne la zone agro-pastorale de Kayes-Sud (cercles de Kéniéba, Bafoulabé, Kita, et la partie sud du cercle de Kayes).

L'objectif sectoriel du projet est de contribuer à l'accroissement de la sécurité alimentaire et à l'allègement de la pauvreté. L'objectif spécifique est de contribuer à l'augmentation, de façon durable, des productions animales et des revenus des agro-éleveurs de la zone de Kayes-Sud.

Les principales composantes du projet sont : (A) Amélioration des systèmes de production animale, (B) Infrastructures de production et de commercialisation et (C) Gestion du projet.

Démarré en 2008, le projet devrait initialement prendre fin le 31 décembre 2013. Mais, en raison de la crise de 2012, le projet a connu des prorogations de délai. La première prorogation de janvier à décembre 2014 et la seconde de janvier à décembre 2015 ont été sollicitées et obtenues auprès du partenaire.

1.1. Séances de travail l'UGP et les services techniques

▪ Séance de travail avec la coordination du PADEPA-KS

Avant les travaux proprement dits, le Chef de mission a tenu à situer la mission dans son contexte en rappelant qu'elle s'inscrit dans le cadre de la collecte d'informations fiables sur l'exécution physique et financière de certains Projets/Programmes retenus en fonction de leur importance par rapport aux priorités dégagées par le gouvernement d'une part et d'autre part, de permettre de mieux organiser le processus de programmation/budgétisation des investissements publics.

Après la présentation de la mission, le Coordinateur du projet, **M. Marakatié DIALLO** a rappelé les objectifs et les résultats majeurs obtenus. Il a aussi souligné qu'il reste trois (3) marchés importants avec la BAD : le marché des équipements du laboratoire vétérinaire de Kayes, le marché de l'audit des comptes des exercices budgétaires 2014 et 2015 et le marché de réalisation de 825 km de pistes de transhumance.

La dotation de 2015 sur le Budget d'Etat servira à équiper les services techniques (DRPIA, SLPIA, DRSV) et l'acquisition d'un véhicule. Il est également prévu le recrutement d'un prestataire pour la formation de 100 apiculteurs en technique d'apiculture moderne et de confection des ruches kényanes et la distribution de 100 ruches modernes.

▪ Séance de travail avec le Chef de Service Local des Productions et des Industries Animales (SLPIA) de Kita

Après avoir rappelé les objectifs et résultats attendus du projet, il a évoqué les différentes réalisations prévues et exécutées dans le cercle de Kita. Ces réalisations se présentent comme suit :

- 24 unités (1 géniteur et 3 génisses) de Zébus maures pour augmenter la production laitière ;
- 9 unités de taurins N'Dama pour accroître la production de viande ;
- 17 unités (2 coqs et 11 poules) ;
- 8 unités de poulets Wassaché ;
- 14 géniteurs N'Dama pour pérenniser la race ;
- 4 marres aménagées ;

- 4 plates-formes multifonctionnelles réalisées;
- 825 km de piste de transhumance en cours balisage;
- 35 km de pistes rurales en cours de réalisation.

Au titre de la conduite du troupeau, plusieurs campagnes de vaccination du cheptel ont été menées. Le chef du service local de Kita a aussi énuméré les infrastructures des services techniques déconcentrés et les infrastructures de production et de commercialisation.

Au titre des difficultés, il a évoqué le non paiement des indemnités et frais de mission des agents, le non paiement des dotations en carburant, l'insuffisance d'entretien des matériels informatiques et logistiques.

▪ **Séance de travail à la Direction Régionale des Productions et des Industries Animales (DRPIA) de Kayes**

Au cours de cet entretien, le Directeur régional a fait une brève présentation du projet et rappelé l'ensemble des réalisations physiques du cercle. Il a aussi évoqué que le mur de clôture du domaine de l'élevage a été réceptionné avec réserves, les puits pastoraux sont réalisés à hauteur de 95%.

Les difficultés signalées sont notamment le problème de raccordement, les équipements et la climatisation qui ne sont pas prévus dans le marché et le problème de prise en charge des frais de missions de supervision.

Le système de suivi évaluation prévoit une mission trimestrielle pour le DRPIA, Cinq (5) jours de mission de supervision mensuelle pour le Chef SLPIA, sept (7) jours de mission de suivi pour les chargés et dix (10) jours de mission pour les UAPIA et les Postes vétérinaires. Le rapportage se fait à travers un flash mensuel, la production d'un rapport de suivi et un plan opérationnel trimestriels.

A la lumière des échanges, il est ressorti que les missions et réunions de suivi ne sont pas régulièrement tenues depuis 2011 faute de prise en charge.

1.1.1. Réalisations physiques

Les principales réalisations s'articulant autour des trois composantes, portent essentiellement sur les activités suivantes :

▪ **Composante A : Amélioration des systèmes de production animale**

Cette première composante a été réalisée à travers :

- l'étude des SAT et PCAE de 12 communes ;
- 1 543 Comités de gestion ont été mis en place dont 240 comités de centre d'Alphabétisation, 216 Comités villageois de gestion des conflits (sédentaires et transhumants), 720 Comités villageois de gestion des ressources naturelles, 177 Brigades villageoises de lutte contre les feux de brousse, 50 Comités communaux de suivi environnemental, 4 comités de gestion des ruchers villageois, 9 comités de gestion de marchés à bétail, 12 comités de gestion de Plates-formes multifonctionnelles, 29 comités de gestion des aires d'abattage, 32 comités de gestion de parcs de vaccination, 14 comités de gestion de Magasins de stockage, 28 comités de gestion de Puits pastoraux, 10 comités de gestion de Mares, 2 comités de gestion de mini laiterie
- 5723 auditeurs dont 3816 femmes ont été alphabétisés lors de la 1^{ière} session. Les préparatifs pour le démarrage de la 2^{ème} session sont en cours.
- 131 OPA et 128 organisations de femmes et de jeunes ont été structurées et/ou redynamisées et leurs besoins de formation identifiés

- 11 773 producteurs dont 6 775 femmes ont été formés à travers des causeries participatives sur les thèmes suivants: techniques améliorées d'élevage du Wassachiè, utilisation et fonctionnement de la couveuse à pétrole ;
- Des messages IEC portant sur l'Hygiène et la santé familiale, le VIH-SIDA, la santé animale, la Charte pastorale, la prévention et la gestion des conflits sont diffusés dans quatre langues de la zone du projet ((Bamanakan, Soninké, Fulfuldé et Khassonké) au niveau de quatre radios (une radio par cercle).
- La DNPIA a été appuyée en matériels roulants (1 véhicule tout terrain et 12 motos Yamaha 100), en matériels informatiques (2 micro ordinateurs et accessoires) et une photocopieuse GF. La DRPIA et les Antennes ont été équipées en matériels roulants (5 véhicules tout terrain, 54 motos DT 125, 27 Yamaha 100), en matériels informatiques (15 micro ordinateurs et accessoires), en mobiliers et matériels divers de bureau. La DRSV a été appuyée avec 9 motos Yamaha 100 et 1 micro- ordinateur et accessoires. Le siège du projet à Kita, la DRPIA, la DRSV et l'antenne de Kayes ont été connectées à l'Internet.
- La DRSV, les 4 Secteurs Vétérinaires et les 17 Postes Vétérinaires ont été appuyés avec 23 kits de matériels et équipements vétérinaires, 4 congélateurs, 18 frigidaires et autres matériels (bouteilles à gaz, thermos et plaques eutectiques).
- 159 agents ont été formés sur divers thématiques (43 en informatique, 15 sur les techniques améliorées d'élevage du Wassachiè, 28 en apiculture, 35 sur l'utilisation de la couveuse à pétrole, 10 sur la Base de données des productions animales, 13 sur les méthodes de gestion de la reproduction et les techniques d'amélioration génétique des Ruminants, 15 initiés aux techniques de construction d'infrastructures pour les unités de production de poussins et pour les unités de finition de poussins wassachiè.
- Les travaux de construction des bâtiments des services déconcentrés de l'Elevage dans la zone du projet ont été provisoirement réceptionnés pour le Lot n° 3 dans le cercle de Kéniéba (1 SLPIA, 1SV, 4 UAPIA et 4 PV) et pour le lot n° 1 dans le cercle de Kayes (1 DRPIA, 1DRSV, 1 Laboratoire Régional Vétérinaire, 1SLPIA, 1SV, 5 UAPIA et 5 PV dont 1 réhabilité, 1 grande clôture du terrain Elevage de Kayes N'di).
- Les travaux se poursuivent avec un taux d'exécution de 98% et 198% de délai consommé pour le lot n°2 dans le cercle de Kita et 76,67% et un délai consommé de 191,66% pour le lot N°4 dans le cercle de Bafoulabé. Le lot n° 4 a été proposé à la résiliation.
- 1.039 unités d'élevage bovin, 28 unités d'embouche bovine, 1.160 unités d'élevage de Petits Ruminants, 61 unités d'embouche ovine ont été suivies et animées sur le ramassage et la conservation de la paille de brousse et des résidus de récolte, le traitement de la paille à l'urée, le déparasitage interne et externe, la fenaison, les techniques de complémentation des animaux et la gestion du troupeau
- 96 noyaux de zébus maures (100%) ; 55 géniteurs N'Dama et 36 noyaux de N'Dama (100%) ont été introduits au niveau de 187 bénéficiaires appuyés financièrement pour l'équipement de leur élevage.
- En 2013, 232,8 Ha ont été réalisés en cultures fourragères soit 58,2%.
- 63 unités de production de poussins Wassachiè, 41 unités de finition de poulets wassachiè (une unité de finition compte 30 sujets) et 291 coqs Wassachiè ont été introduits auprès des élevages bénéficiaires.

- La mise en place des unités de finition à partir des unités de production de poussins est confrontée à des problèmes de fonctionnement des couveuses. Les introductions actuelles d'unités de finition sont l'œuvre du CRRA de Sotuba.

Les activités liées à l'amélioration de l'accès au crédit rural n'ont pas connu de réalisations. La convention signée avec le Groupement CAMIDE/APDM pour la réalisation des activités liées à l'accès au crédit rural a été annulée en raison de l'incapacité du Groupement CAMIDE/ APDM à verser la caution demandée.

▪ **Composante B : Infrastructures de production et de commercialisation**

Plusieurs travaux ont été entrepris au titre de cette composante :

- les travaux de construction des infrastructures collectives d'élevage (parcs de vaccination, aires d'abattage, marchés à bétail, magasins de stockage) ont été provisoirement réceptionnés pour le Lot n° 3 dans le cercle de Kéniéba (3 magasins de stockage, 10 parcs de vaccination, 1 aire d'abattage améliorée, 4 aires d'abattage et de séchage, 2 marchés à bétail avec rampe d'embarquement) et pour le lot n°1 dans le cercle de Kayes (1 magasin de stockage, 4 parcs de vaccination, 6 aires d'abattage et de séchage, 02 marchés à bétail avec rampe d'embarquement). Les travaux se poursuivent avec un taux d'exécution de 97% et 229% de délai consommé pour le lot n°2 dans le cercle de Kita et 76,96% et un délai consommé de 226,18% pour le lot N°4 dans le cercle de Bafoulabé. Les pénalités de retard sont appliquées sur le lot n°2 et seront appliquées aussi sur le lot n°4.
- Les travaux de réalisation des 28 forages positifs équipés de contre puits se poursuivent. A Kayes et Kéniéba, les 12 forages positifs prévus ont été réalisés. L'eau d'un forage a été déclarée impropre à la consommation humaine et animale (forage du village de Sinsincoura dans la commune de Samé Diongoma, cercle de Kayes), 08 contre puits sont entièrement terminés (Cercle de Kayes : Ilimalo, Farabana, Kéréwané, Bada et Digiui ; Cercle de Kéniéba : Kéniébading, Baboto, Linguékoto 2), 2 du cercle de Kéniéba sont au stade de réalisation de la super structure mais pour raison d'hivernage les travaux sont suspendus. Un seul chantier de contre puits n'est pas ouvert (contre puits du village de Bakalobi, commune de Kéniéba dans le cercle de Kéniéba).
- A Bafoulabé et Kita, 15 forages positifs ont été réalisés et il reste un forage à réaliser (Fangala dans le cercle de Bafoulabé), 02 contre puits sont en cours à Kita. Il reste à réaliser 14 contre puits. Le marché a été proposé à la résiliation.
- Concernant les petites mares, sur 12 petites mares prévues (Kita 4, Bafoulabé 4 et Kéniéba 4), les travaux de 09 mares sont entièrement terminés (Cercle de Kita 4 : Sébékoro, Dogofili, Tomba, Dalaba ; Cercle de Kéniéba 4: Linguékoto1 et Linguékoto 2, Dabia, Guénégoré ; Cercle de Bafoulabé 1 : Dibia) et une mare est en cours d'aménagement (mare de Gounfan dans le cercle de Bafoulabé : les travaux seraient suspendus pour raison d'hivernage). A Bafoulabé, 2 mares ne seront pas réalisées (Djikoye pour désistement des bénéficiaires et Floymé pour inaccessibilité pour les engins lourds).
- Les travaux de réalisation des pistes rurales (RN24- Faraba dans le cercle de Kéniéba, Guénikoro- Madina dans le cercle de Kita et Sélinkégnny- Oussoubidiagna dans le cercle de Bafoulabé) ont tous démarré et sont aux taux d'exécution suivant : RN24- Faraba 97% pour 63,33% de délai consommé, Guénikoro- Madina 69% pour 62,85% de délai consommé, Sélinkégnny-Oussoubidiagna 26% pour 47,12% de délai consommé
- L'étude technico- économique et environnementale d'un nouvel abattoir à Kayes vient de démarrer. L'ordre de service a été donné pour le 7 octobre 2014.

- La mini laiterie de Kita est fonctionnelle. Celle de Kayes aussi fonctionne à partir de deux pasteurisateurs à bois en attendant son branchement au réseau électrique EDM SA et l'installation des équipements.

Les 12 plateformes multifonctionnelles ont été acquises sur lesquelles 6 ont été installées mais ne sont pas fonctionnelles.

▪ **Composante C : Gestion du projet**

Dans le cadre de la programmation des activités, les PETF annuels, les programmes trimestriels d'activités (4 programmes par an) sont régulièrement élaborés depuis 2008.

Dans le cadre des acquisitions :

- 14 marchés d'acquisition de biens (véhicules, motos et mobylettes, matériel informatique, mobiliers et matériels divers, équipements et matériels des mini laiteries, plates formes multifonctionnelles, trousse vétérinaires, chaîne de froid) ont été passés et exécutés. Un marché de fourniture de biens est en cours de passation (marché de fourniture et d'installation des matériels et équipements du Laboratoire Vétérinaire Régional de Kayes). Le mode retenu est la demande de cotation à l'échelon international. La demande de cotation a été approuvée par la BAD et lancée.
- 10 marchés de fourniture de services (Etudes techniques et surveillance des travaux de réalisation des infrastructures, système S&E, élaboration SAT et PCAE, Manuel de procédures, Audit des comptes du projet, Information et formation des bénéficiaires, gestion des 825 km de parcours et axes de transhumance) ont été passés dont 5 ont été entièrement exécutés et 5 en cours d'exécution. Deux marchés de prestation de services sont en cours de passation (Etudes faisabilité technico- économique et environnementale d'un Abattoir moderne à Kayes, Audit des comptes du Projet exercice 2014)
- 11 marché de prestation de travaux (construction mini- laiteries, Forages et contre puits, mares, Bâtiments services de l'élevage et infrastructures collectives d'élevage, pistes rurales) ont été passés dont 1 entièrement exécuté (construction mini- laiteries). Le DAO pour la matérialisation des axes de transhumance a été élaboré et soumis à l'avis de la DGMP et de la BAD.

Au titre des réunions des comités, six (6) réunions du Comité technique et du Comité de Pilotage du projet (à raison d'un comité technique et d'un comité de pilotage par an) ont été réalisées de 2009 à 2014.

1.1.2. Système de Suivi-évaluation du projet

Dans le cadre du suivi- évaluation, le dispositif de suivi- évaluation informatisé du projet a été installé et fonctionne au niveau des bases de données de la Cellule de gestion du Projet (CGP) et des antennes. Les rapports annuels, trimestriels et les états d'avancement du projet sont régulièrement élaborés depuis 2008. Douze (12) missions de supervision de la BAD ont été effectuées.

Six réunions du Comité technique et du Comité de Pilotage du projet (à raison d'un comité technique et d'un comité de pilotage par an) ont été réalisées de 2009 à 2014.

Par ailleurs, des missions de Suivi-évaluation sont effectuées par la CPS Développement Rural, la Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA) et la DNPDP.

1.1.3. Réalisations financières

Le coût total initial du Projet s'élève à 18,92 millions d'UC soit 14,2 milliards de F CFA dont 15 millions d'UC soit 11 238,3 millions de F CFA de Contribution FAD ; 2,62 millions d'UC soit 1 964,9 millions de F CFA de Contribution du Gouvernement du Mali (GRM) et 1,30 millions d'UC soit 971 millions de F CFA de Contribution des bénéficiaires.

Le taux d'exécution financière du FAD se chiffre à 82% soit un financement de 11,238 milliards de F CFA pour un décaissement de 9,202 milliards de F CFA.

Le financement acquis de la contrepartie nationale s'élève à 4,032 milliards de F CFA entièrement décaissé à la date du 31 décembre 2014, soit un taux de décaissement de 100%. Toutefois, le financement acquis sur le budget d'Etat indiqué par le projet ne tient pas compte de la dotation budgétaire 2015 qui s'élève à 771,900 millions de F CFA.

Quant aux bénéficiaires, le taux de décaissement reste faible (0,62%), il ressort un décaissement de 6,87 millions de F CFA sur un financement acquis de 973 millions de F CFA. **Récapitulatif de la situation d'exécution financière du Projet**

En millions de francs CFA

N°RNP	Situation financière du Projet par année								TOTAL
	Financement intérieur	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
	Financement acquis	264	544	575	516	475	720	700	4032
	Décaissement	264	544	575	516	475	720	700	4032
	Taux de décaissement	100	100	100	100	100	100	100	100
	Financement extérieur (BAD)								
	Financement acquis	704	741	807	909	1561	3126	3390	11238
	Décaissement	249	601	647	909	1561	3126	2389	9202
2322	Taux de décaissement	35	81	80	100	100	100	70	82

1.1.4. Etat des passations de marchés

Dans le cadre des acquisitions :

- 14 marchés d'acquisition de biens (véhicules, motos et mobylettes, matériel informatique, mobiliers et matériels divers, équipements et matériels des mini laiteries, plates formes multifonctionnelles, trousse vétérinaires, chaîne de froid) ont été passés et exécutés. Un marché de fourniture de biens est en cours de passation (marché de fourniture et d'installation des matériels et équipements du Laboratoire Vétérinaire Régional de Kayes). Le mode retenu est la demande de cotation à l'échelon international. La demande de cotation a été approuvée par la BAD et lancée.
- 10 marchés de fourniture de services (Etudes techniques et surveillance des travaux de réalisation des infrastructures, système S&E, élaboration SAT et PCAE, Manuel de procédures, Audit des comptes du projet, Information et formation des bénéficiaires, gestion des 825 km de parcours et axes de transhumance) ont été passés dont 5 ont été entièrement exécutés et 5 en cours d'exécution. Deux marchés de prestation de services sont en cours de passation (Etudes faisabilité technico- économique et environnementale d'un Abattoir moderne à Kayes, Audit des comptes du Projet exercice 2014)
- 11 marchés de prestation de travaux (construction de mini- laiteries, de forages et contre puits, mares, des bâtiments des services de l'élevage et infrastructures collectives d'élevage, pistes rurales) ont été passés dont 1 entièrement exécuté (construction mini-

laiteries). Le DAO pour la matérialisation des axes de transhumance a été élaboré et soumis à l'avis de la DGMP et de la BAD.

Les marchés en cours concernent :

1. la réalisation de 3 pistes rurales de 130 km (Oussoubidiagna- Sélinkégnny 60 km dans le cercle de Bafoulabé, 35 km entre Guénikoro et Madina dans le cercle de Kita et la correction des radiers Kéniéba-RN 24 Faraba (100%));
2. deux (2) marchés d'infrastructures collectives réalisés avec la contrepartie nationale (aires d'abattage, marchés à bétail, parcs de vaccination, magasin de stockage). Les lots n° 1 et 3 dans les cercles de Kayes et de Kéniéba ont été réceptionnés provisoirement. Le lot n°2 dans le cercle de Kita sera réceptionné en janvier 2015. Quant au lot n°4 dans le cercle de Bafoulabé, le contrat est en cours de résiliation en raison de l'incapacité financière et matérielle de l'entreprise adjudicataire du marché.
3. les marchés d'infrastructures d'hydraulique pastorale pour la réalisation de 28 forages équipés de contre puits dans les quatre (4) cercles du projet dont 12 dans les cercles de Kayes et Kéniéba et 16 dans les cercles de Bafoulabé et Kita. Les travaux du marché de Kayes et Kéniéba seront réceptionnés en février 2015 tandis que ceux de Bafoulabé et Kita sont en cours de réalisation.

1.2. Visite des réalisations physiques

Au cours de la mission, les visites ont porté sur certaines réalisations des cercles de Kita, Bafoulabé et Kayes.

1.2.1 Cercle de Kita

Les réalisations visitées sont constituées d'infrastructures des services techniques déconcentrés d'élevage :

1. la construction de deux (2) bâtiments pour l'Unité d'Appui aux Productions et Industries Animales (UAPIA) et le Poste Vétérinaire de la commune de Kita, composé de deux (2) bureaux, une (1) salle de réunion, un (1) magasin, deux (1) latrines externes, une (1) latrine interne;
2. la clôture du mur du Service Vétérinaire et les 2 bâtiments du Service Vétérinaire et du SLPIA pour le cercle, composé chacun de trois (3) bureaux, une (1) salle de réunion, un (1) magasin, deux (1) latrines externes, une (1) latrine interne et un (1) parking ;
3. La construction du siège du projet R+1, composé de bureaux d'accueil et d'orientation par niveau, de bureaux, de toilettes, de salle de réunion, de magasins, de bibliothèque, etc.

Toutes ces infrastructures, construites par l'entreprise chinoise ZAONG- MAN n'ont pas été réceptionnées techniquement au moment du passage de la mission.

Cependant , le raccordement aux réseaux d'eau et électricité qui ne sont pas effectifs, ne sont pas prévus dans le contrat de marché. Les devis estimatifs de l'eau et l'électricité seraient envoyés au département de tutelle pour prise en charge.



Futur siège du PADEPA-KS à Kita

Des infrastructures de production et de commercialisation de l'élevage :

1. un (1) magasin de stockage avec 1 bureau pour la coopérative et 3 toilettes externes ;
2. le marché à bétail, composé d'un château d'eau, de 4 abreuvoirs, d'une rampe d'embarcation et de 2 hangars ;
3. l'aire d'abattage et de séchage améliorée, composée d'un château d'eau ;
4. la mini laiterie, composée d'un château d'eau, de deux (2) salles de production, d'une salle de vente des produits laitiers, d'un magasin et les équipements de production.

Au titre des productions animales, la mission a visité, une unité de production de Wassachè, une unité production de Zébus Maures appartenant à des bénéficiaires.



Unité de zébus maures, appartenant à un bénéficiaire à Kita



Unité de Wassachè, appartenant à un bénéficiaire à Kati

Toutes les infrastructures visitées sont entièrement réalisées à la date de passage de la mission. Cependant, les constats de la mission sont : la non maîtrise des techniques de manipulation des couveuses par les producteurs, le coût élevé du pétrole, le non raccordement du château de l'aire d'abattage améliorée au forage, l'exiguïté de la partie couverte de l'aire d'abattage améliorée.

1.2.2 Cercle de Bafoulabé

Les visites ont concerné les infrastructures des services techniques déconcentrés d'élevage, il s'agit :

- d'un magasin de stockage ;
- des 2 bâtiments du Service Vétérinaire et du SLPIA ;
- du marché à bétail, constitué d'un magasin, de 2 hangars, d'une pompe manuelle, de 2 latrines, d'une rampe d'embarcation non réalisée ;
- de l'aire d'abattage et de séchage améliorée ;
- du poste vétérinaire de Mahina ;
- la piste Sélinkégnny-Oussoubidiangna de 60 km.

Les travaux réalisés par la Société Mamadou SY SAVANE, FRERES ET FILS (SAMASSAF) ont démarré depuis mars 2013. Le délai d'exécution de 8 mois est largement dépassé. La situation d'exécution physique des réalisations n'est pas satisfaisante. A l'issue des missions successives du Ministre de tutelle et celle du Premier ministre, des mises en demeure pouvant entrainant la résiliation du contrat ont été faites. Au niveau de l'aire d'abattage, seulement le forage a été réalisé.

Il convient de signaler que, les 2 châteaux prévus dans le marché à bétail et l'aire d'abattage n'ont pas été réalisés, des pompes manuelles sont construites à leur place.

En outre, la construction d'une UAPIA et d'un Poste Vétérinaire a été omise au cours de l'élaboration du marché.



UAPIA centrale de Bafoulabé, arrêtée au niveau des travaux de finition



Vue du magasin et le bureau de la coopérative des éleveurs au niveau du marché à bétail, arrêté au niveau des travaux de finition en raison de l'incapacité financière, technique et matérielle de l'entreprise



Pompe manuelle réalisée à la place d'un château d'eau prévu dans la construction du marché à bétail de Bafoulabé

1.2.3 Cercle de Kayes

A l'antenne de Kayes, la mission a visité les réalisations suivantes :

- le bureau de la Direction Régionale des Services Vétérinaires (DRSV) ;
- le bureau de la DRPIA ;
- le mur de clôture du domaine de l'élevage ;
- le laboratoire régional vétérinaire ;
- les bureaux du Service Vétérinaire et du SLPIA ;
- la mini-laiterie moderne ;
- le puits pastoral de Kirwané dans la commune rurale de Liberté Dembaya.

Il a été signalé que les mêmes problèmes de raccordement aux réseaux d'eau et électricité demeurent. Les réserves évoquées lors des réceptions provisoires des ouvrages n'ont également pas été levées jusqu'à la date de passage de la mission. Enfin, rappelons que l'atelier bilan du projet tenu à Kita du 16 au 18 décembre 2014, a recommandé le transfert institutionnel du laboratoire régional vétérinaire de Kayes au compte du Laboratoire Central Vétérinaire de Bamako. Ce laboratoire régional serait actuellement rattaché au PADEPA-KS.



Mini-laiterie de Kayes, utilisant des pasteurisateurs en bois en raison de son non branchement au réseau d'électricité.



Puits pastoral de Kirewané, la mauvaise qualité des piliers de la poulie a été signalée dans les réserves formulées

Au regard des constats, la mission recommande :

- la levée des réserves formulées lors des réceptions provisoires des différentes infrastructures ;
- le paiement des frais de fonctionnement des antennes par l'UGP du PADEPA-KS ;
- la finition des infrastructures du cercle de Bafoulabé dans les meilleurs délais ;
- la réalisation du château d'eau prévu au niveau du marché à bétail de Bafoulabé.

2. PROJET RESTAURATION DU FORT DE MEDINE, KAYES

Le Fort de Médine, un joyau colonial a connu des dégradations avancées de ses constituants (mess des officiers, monuments aux morts, l'école des otages, cimetières français et royal...). Au regard de cet état de fait, l'Etat malien, a entrepris depuis 2006 la restauration de ce monument historique.

Les travaux ont connu quatre (4) phases :

- la première phase a concerné la restauration du mess des officiers ;
- la deuxième phase, l'ancien fort (la prison, la clôture, le magasin à poudre, la tour de Guet et la lingerie) ;
- la troisième phase, l'ancienne école, l'ancienne gare, l'ancienne mosquée, l'ancien dispensaire ;
- la quatrième phase enfin a concerné le mur de soutènement, le jardin du fort, les sanitaires, le cimetière royal, le marché aux esclaves, la rue d'accès à Médine, le repavage de la rue de Paul HOLLE.

La mission a travaillé avec toutes les structures impliquées dans la mise en œuvre du projet, notamment la Direction des Finances et du Matériel (DFM) du Ministère de la Culture, la Direction Nationale du Patrimoine Culturel (DNPC) et la Mission culturelle de Kayes.

2.1. Séances de travail avec les services techniques

▪ Séance de travail avec la Direction des Finances et du Matériel

L'équipe de la mission a été accueillie par le Directeur, **M. Madjou Baradji TOURE**. Après la présentation de l'équipe et de l'objet de la mission, une séance de travail avec le Directeur Adjoint et les chefs de division a permis de recueillir la documentation sur la situation

d'exécution physique et financière du Fort de Médine. Elle a également permis de recenser les difficultés rencontrées dans l'exécution dudit projet.

▪ **Séance de travail avec la Direction Nationale du Patrimoine Culturel (DNPC)**

La mission s'est entretenue avec le Directeur National Adjoint, **M. Moulaye COULIBALY**. Après le rappel de l'objet de la mission, le Directeur a évoqué les différents travaux en cours de réalisation. Ils concernent les travaux d'urgence qui sont entre autres le recollement des parties cassées ; la reprise des peintures ternies ; la pose de la dalle du Mess des officiers ; la fixation des canons ; la reprise des plaques d'identifications des différents monuments; la restauration du monument des morts.

▪ **Séance de travail avec la Mission Culturelle de Kayes**

Au cours de cette séance, le Chef de la mission culturelle a rappelé que les travaux de restauration ont commencé le 16 décembre 2006, mais ils se sont intensifiés de 2008 à 2012. Le 26 janvier 2012, la réception définitive des phases 1,2, 3 et celle provisoire de la quatrième phase ont été effectuées. Depuis cette date jusqu'en 2014, le site n'a pas connu de travaux d'envergure. Cependant en 2014, des travaux d'urgence sont entrain d'être réalisés à travers un contrat simplifié.

Commencés en novembre 2014 pour un délai de 30 jours, le taux d'exécution physique des travaux d'urgence s'élève à 30% pour un délai consommé de plus de 100%.

2.1.1. Réalisations physiques

La restauration a été réalisée en quatre (4) phases :

- la phase 1 a concerné le Mess des officiers, réalisé à 100% ;
- la deuxième phase a porté sur l'Ancien Fort (la prison, la clôture, le magasin à poudre, la tour de Guet et la lingerie), réalisée à 100% ;
- dans la phase 3, l'ancienne école (école des fils des chefs), l'ancienne gare, l'ancienne mosquée et l'ancien dispensaire ont été restaurés à 95% ;
- au cours de la phase 4, le mur de soutènement, le jardin du Fort et les sanitaires ont été réalisés à 70%.

Les travaux d'urgence ont porté sur la finition de certains travaux entamés dans les différentes phases et l'entretien de certaines réalisations.

2.1.2 Système de Suivi-évaluation

Le suivi rapproché du projet est effectué par la mission culturelle de Kayes, elle rend compte de la situation d'exécution physique à la DNPC et fait des propositions dans le cadre du respect de l'usage des matériaux locaux en vue de préserver l'aspect touristique et culturel du Fort. La DNPC également effectue des missions de supervision pour s'enquérir de la situation d'exécution des travaux et s'imprégner des difficultés. Il est prévu un bureau de contrôle en tant que maître d'œuvre pour suivre la bonne exécution des travaux et veiller au respect des clauses contractuelles de marchés. Par contre, l'absence du maître d'œuvre (CEAU) sur le site au cours des différentes phases a été signalée au cours de la mission.

Le suivi externe du projet est exercé par la DNPD lors de ses missions de Suivi-évaluation et la DFM et les services du Ministère de l'Economie et des Finances (DRMP, DRCF, DGABE) pendant les réceptions.

2.1.3 Réalisations financières

Financé exclusivement sur le Budget d'Etat, le coût total initial du projet s'élève à 900 millions de F CFA. A la date du 31 décembre 2014, l'ensemble du financement acquis s'élève

à 1 344 millions de F CFA pour un décaissement cumulé de 967 millions de F CFA, soit un taux de décaissement de 72%.

• **Récapitulatif de la situation d'exécution financière du Projet**

En millions de francs CFA

N°RNP	Situation financière du Projet par année										TOTAL
	Financement inter.	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
	Financement acquis	150	171	208	150	250	250	0	150	14	1 344
	Décaissement	9	168	208	68	250	250	0	0	14	967
2151	Taux de décaissement	6	98,25	100	45,33	100	100	0	0	100	72

2.1.4. Etat de passation des marchés

En 2011, le Marché n°0104 DGMP-DSP 2014, relatif aux travaux de restauration du Fort de Médine Phase 4, d'un montant de 205 millions de F CFA pour un délai d'exécution de 10 mois a permis d'entamer les travaux de la 4^{ème} phase.

En 2014, un contrat n°00263, relatif aux études pour les travaux de restauration et de réhabilitation d'un montant de 5,9 millions de f CFA et un contrat simplifié n°14-00270/2014-MC-DFM, relatif aux travaux d'urgence de réhabilitation de certains ouvrages dégradés du Fort, d'un montant de 8,5 millions ont été conclus.

2.2 Visite des réalisations physiques

La visite du Fort de Médine par l'équipe de la mission a été guidée par le chef de la Mission culturelle, M. Guémo KASSOGUE et le DRPSIAP de Kayes, M. Soumaila Ibrahima TOURE, en compagnie des Guides national et local. Sur le site, l'équipe a visité les infrastructures suivantes :

- l'école des otages ;
- le mess des officiers, il a été concerné par les travaux d'urgence en vue de la sécurisation des portes, fenêtres ;
- le magasin à poudre,, les travaux d'urgence ont concerné l'étanchéité ;
- la prison des esclaves, d'une superficie de 10 mètres sur 4 m ;
- le marché aux esclaves, les travaux sont arrêtés au niveau de la charpente (toiture);
- le monument aux morts, nécessite la sécurisation de la superficie à travers le repavement intégral de la rue Paul HOLLE;
- le puits colonial, n'est concerné par aucune phase de restauration et ne contient pas d'eau en conséquence ;
- le cimetière royal (non restauré) et le cimetière colonial (une dizaine de tombes restaurés sur 110 et ceux déjà restaurés ont connu de début de dégradation) ;
- l'annexe de la gare ferroviaire : les briques cuites ainsi que les carreaux doivent êtres refaits ;
- la tour de Guet ; en vue de faciliter la montée de la tour, des supports doivent être faits des deux cotés de l'escalier ;
- la mosquée, nécessite la révision de la peinture et l'installation des portes et fenêtres (prévue dans les travaux d'urgence) ;
- les panneaux de signalisation, sont tous en cours de réfection

Au cours de la mission, les constats ont concerné les travaux d'urgence, le reste de la quatrième phase et les perspectives de préservation des acquis et de protection du Fort:

Au titre des travaux d'urgence, les observations formulées à l'endroit de l'entreprise sont :

- le remplacement des fenêtres en fer de l'école des otages par des fenêtres en bois ;
- le remplacement des crochets modernes du mess des officiers par des crochets forgés.

En sommes, au titre de la quatrième phase, il reste le toit du marché aux esclaves, le repavage de la rue Paul HOLLE ; la pose des carreaux cuits du toit de la gare ; la restauration de 99 tombes du cimetière militaire et la restauration intégrale du cimetière royal.

Par ailleurs, l'aménagement du marigot Descemet pour protéger le domaine colonial de l'érosion, a été suggéré.



Jardin du mess des Officiers



Escalier menant au toit du mess des Officiers



Cimetière royal, aucun travail de réhabilitation n'a été effectué

A l'issue des constats du terrain, la mission a recommandé une évaluation de l'ensemble des travaux de restauration restants.

C. DISTRICT DE BAMAKO

Au niveau du District, la mission a concerné les projets de Réhabilitation/Equipement de l'Institut National des Arts (INA) et d'Extension et Equipement de l'Institut National de la Jeunesse et des Sports (INJS).

1. PROJET DE REHABILITATION / EQUIPEMENT DE L'INA

Démarré en 2007, le projet vise la réhabilitation de certaines infrastructures (les salles de classes, les bureaux, l'aménagement de la cour, etc) et la dotation en matériels informatiques, audiovisuels, matières et équipements pour les ateliers du village Kibaru. Il cumule un financement acquis de 711 millions de F CFA à la date du 31 décembre 2014.

1.1. Séance de travail avec les services techniques

- **Séance de travail avec la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Culture**

Cette séance a permis à la mission de s'enquérir de la situation d'exécution du projet et de s'imprégner des difficultés de sa mise en œuvre. Les réalisations en cours concernent la réhabilitation de l'INA central et la réalisation du mur de clôture du village Kibaru.

- **Séance de travail avec la direction de l'INA**

Reçue par le Directeur général **M. Gabriel DABO** et son staff, l'équipe de la mission, après avoir exposé l'objet de la mission, a recueilli les détails sur la situation des travaux en cours de réalisation et les difficultés rencontrées.

1.1.1 Réalisations physiques

Il est ressorti que le projet connaît un manque de traçabilité des réalisations dû à un problème d'archivage et d'organisation du travail. Cependant les réalisations faites dans le cadre du projet sont entre autres :

- l'étanchéité, le coffrage des files des réseaux internet et électricité ;
- le dallage de la cour ;

- l'acquisition de matériels informatiques ;
- la réalisation du mur de clôture de l'annexe (Village Kibaru) ;
- l'acquisition de matériels, matières au compte des ateliers du village Kibaru ;
- la construction de salles de classes ;
- la réhabilitation de la salle de spectacle.

1.1.2 Système de Suivi/évaluation

Le projet n'a pas un dispositif spécifique de suivi, le suivi interne est assuré par le comptable. Quant au suivi externe, il est effectué à travers les missions de Suivi-évaluation de la DNPDP, de la CPS Culture/Jeunesse et lors des réceptions par la DFM du Ministère de la Culture.

1.1.3. Réalisations financières

Le projet est financé exclusivement sur le budget d'Etat. L'ensemble du financement acquis s'élève à 711 millions de F CFA pour un décaissement cumulé de 680 millions à la date du 31 décembre 2014, soit un taux de décaissement de 95,63%.

▪ **Récapitulatif de la situation d'exécution financière du Projet**

En millions de francs CFA

N°RNP	Situation financière du Projet par année									TOTAL
	Financement intérieur	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
2205	Financement acquis	100	67	120	100	38	0	200	86	711
	Décaissement	98	67	120	100	38	0	186	71	680
	Taux de décaissement	98	100	100	100	100	0,00	93	82,55	95,63

1.1.4 Etat des passations de marchés

En 2013, le Marché n°0178 DRMP-DB, relatif à l'acquisition de matériels d'ateliers en deux (2) lots pour un montant de 110 millions de F CFA, d'un délai d'exécution de deux (2) mois a permis d'équiper les ateliers de menuiserie bois, menuiserie métallique, cuirs et peaux, bijouterie, sculpture et tissage du village Kibaru .

En 2014, le Marché n°0015 DRMP-DB, relatif au projet de réhabilitation de l'INA d'un montant de 79 millions et un délai d'exécution de 3 mois a permis de faire l'étanchéité, le coffrage des fils d'électricité et du réseau internet et le carrelage de certains bureaux. Il est à signaler qu'au passage de la mission, les travaux étaient quasiment terminés. Mais, l'état d'exécution n'était pas satisfaisant.

Le Marché n°0022 DRMP-DB, relatif à l'acquisition des matières, de matériels de menuiserie d'un montant de 69 millions pour un délai d'exécution d'un mois a également été conclu.

1.2 Visite des réalisations physiques sur le terrain

La visite de terrain à l'INA a porté sur les infrastructures suivantes :

- l'étanchéité réalisée en 2014 ;
- le coffrage et le carrelage de certains bureaux ;
- le mur de clôture du village Kibaru en cours, il reste la peinture et les idéogrammes dogon ;
- les matériels et matières des 5 ateliers de la section Métiers d'Art reçus en 2013;
- l'équipement de la salle informatique en 5 ventilateurs ;
- le dallage de la cour réalisé en 2013 ;
- les gradins et la scène de la salle de spectacle ;

- le bâtiment de 6 salles de classes R+1, réalisé il ya moins de 5 ans.

Malgré ces différents travaux réalisés, des efforts restent à fournir pour améliorer la qualité de leur prestation à travers la réparation d'étanchéités des bureaux de l'Econome et de la salle informatique.

2 EXTENSION ET EQUIPEMENT DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS (INJS)

Le projet vise la réalisation de certaines infrastructures (la salle de bricolage, la salle de judo et boxe, les salles de classes, un vestiaire, des toilettes) et l'équipement du foyer et des bureaux.

D'un coût initial de 768 millions de F CFA, le financement acquis du projet s'élève à 2 277 millions de F CFA à la date du 31 décembre 2013.

2.1. Séance de travail avec la direction de l'INJS

La séance de travail avec le Directeur des Etudes, **M. Job THERA**, le Comptable et le Chargé de Suivi des travaux d'extension a consisté à l'explication de l'objet de la mission. Ainsi, les échanges ont porté sur les réalisations physiques, financières et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du projet. Le Directeur a tenu à souligné que le projet de construction de la piscine a été abandonné au profit de la construction d'un bassin de natation compte tenu de son coût.

2.1.1 Réalisations physiques

Démarré depuis 2003, diverses actions ont été menées dans le cadre de la construction et de l'équipement des infrastructures. Il s'agit notamment :

- des salles de classes avec toilettes, R+1 et le laboratoire de biologie ;
- de la construction et de l'équipement de la salle de spectacle ;
- de la construction et l'équipement du laboratoire de physiologie et de la bibliothèque ;
- de la construction de la salle de sports multifonctionnels pour basket, volleyball ;
- de la construction et l'équipement des salles de gymnastique, de musculation, de judo, de l'unité médicale composée d'une salle de consultation et de soins et d'une salle de kinésithérapie, des vestiaires et des magasins de stockage.

A ceux-ci, s'ajoutent également la construction des salles de boxe et de bricolage non équipées.

Il faut aussi noter que l'étude relative à la construction d'un bassin de natation comprenant des vestiaires, magasins, bureaux et toilettes a été réalisée au détriment de la piscine initialement prévue. Ce choix aurait été motivé par le coût élevé de la réalisation et de l'entretien de la piscine.

2.1.2. Système de Suivi-évaluation du projet

Le suivi des travaux est assuré par un bureau de contrôle et un agent de l'INJS détaché à cet effet. L'agent de suivi participe aux réunions de chantier et assure le rapportage en rendant compte à sa hiérarchie.

Le suivi externe est assuré à travers les missions de suivi de la DNPd, de la CPS Culture/Jeunesse et de la DFM du Ministère des Sports.

2.1.3 Réalisations financières

Les réalisations financières au 31 décembre 2014 s'élèvent à 1 710 millions de F CFA, sur un financement acquis de 2 277 millions soit un taux de décaissement de 75,09 %. Au titre de

2015, le projet a bénéficié d'une inscription de 249 millions de F CFA qui n'est pas prise en compte dans le financement acquis. Par ailleurs, il convient de signaler que l'INJS serait confronté à un problème de mobilisation des ressources sur sa dotation budgétaire 2014 qui s'élevait à 200 millions de F CFA. Sur ce montant, seulement 85 millions sont susceptibles d'être liquidés.

▪ **Récapitulatif de la situation d'exécution financière du Projet**

En millions de francs CFA

N°RNP	Situation financière du Projet par année ³										TOTAL
	Financement intérieur	2003 - 2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
1947	Financement acquis	1220	100	136	150	200	71	100	100	200	2 277
	Décaissement	1086	34	91	136	182	31	100	50	0	1 710
	Taux de décaissement	89	34	66,91	90,66	91	43,66	100	50	0	75,09

2.1.4. Etat de passation des marchés

En 2011, le marché d'un montant de 54 millions de F CFA pour un délai d'exécution de 120 jours a permis de réaliser le bloc médical qui a été réceptionné provisoirement le 23 janvier 2013.

En 2012 et 2013, il n'y a pas de marché. Les dotations ont été exécutées en contrats simplifiés portant entre autres sur les matériels électriques, informatiques, les sanitaires, etc.

Le processus d'approbation du marché n°0548 DGMP-DSP 2014, relatif aux travaux de construction de bassin de nage, de vestiaires et de clôture pour l'INJS, d'un montant de 426 millions pour un délai d'exécution de 180 jours est en cours d'approbation. Le paiement s'effectue sur deux (2) exercices budgétaires (2014 et 2015).

2.2. Visite des réalisations physiques sur le terrain

La visite de terrain a porté sur les infrastructures suivantes :

- l'Unité médicale, réalisée et réceptionnée provisoirement le 23 janvier 2013 ;
- le bâtiment R+1 (cantine, salle de spectacle, hangar), réalisé entre 2005 et 2006 ;
- les salles de musculation et de gymnastique, réalisées entre 2004 et 2005 ;
- la bibliothèque, réalisée en 2004 ;
- les salles de classes avec toilettes, R+1 et le laboratoire de biologie, constituent les premières réalisations du projet.

II. PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS TIRES DE LA MISSION

Les principaux enseignements tirés au terme de la présente mission de suivi se résument à :

- l'appréciation des réalisations visitées sur le terrain ;
- la collecte des données fiables sur l'état d'exécution physique et financière des projets visités ;
- la difficulté d'accès aux informations au sein de la coordination de certains projets (problème d'archivage...) ;
- la visibilité des missions et attributions de la DNPDP par certains acteurs sur le terrain ;
- l'absence de dispositif adéquat de suivi évaluation au niveau de certains P/P visités ;

³ Source : Budget d'Etat et situation d'exécution du BSI (DNPDP) et Direction National du Contrôle Financier

- la non satisfaction des réalisations physiques de certains projets conformément aux réalisations financières ;
- la fréquence des réaménagements des dotations d'investissements sur les charges de fonctionnement pour certains projets ;
- la mise en place par l'Etat, à travers les services techniques appropriés et les collectivités décentralisées, de mécanismes pour assurer la viabilité/pérennité des infrastructures réalisées après la clôture des Projets ;
- la nécessité de régulariser les missions de suivi physique et financier eu égard au manque d'informations fiables et à jour sur le niveau de réalisation des activités sur le terrain.

III. DIFFICULTES RENCONTREES, SUGGESTIONS, RECOMMANDATIONS ET PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

N°	Difficultés/Problèmes Rencontrés	Causes	Mesures/Solutions proposées	Structures/Organismes responsables	Délai d'exécution
PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS ANIMALES DANS LE ZONE DE KAYES SUD					
1	Lenteur dans le processus de passation des marchés	Insuffisance de suivi du circuit d'approbation des marchés	Renforcer le suivi des marchés dans le circuit d'approbation	DFM/MDR,DGMP,DNPIA , Cellule PADEPA-KS, BAD	1 ^{er} trimestre 2015
2	Déficit de suivi des activités par les agents et de supervision par la DRPIA et les SLPIA	Manque de carburant, de ressources financières pour la prise en charge	Affecter les ressources nécessaires	PADEPA-KS	1 ^{er} trimestre 2015
3	Non raccordement des infrastructures des services d'élevage aux réseaux d'eau et électricité	Non prise en compte par le projet au cours de la conception	Dégager une ligne budgétaire pour les réaliser	DFM/MDR & PADEPA-KS	1 ^{er} trimestre 2015
4	Existence des réserves formulées sur les infrastructures	Défaillance des entreprises ; Manque de suivi	Lever les réserves ; Faire le suivi rapproché	Entreprise, Bureau de contrôle, Maitre d'Ouvrage	1 ^{er} trimestre 2015
5	Irrégularité dans la tenue des réunions statutaires à la base	Non paiement des indemnités et frais de mission du personnel ; Non prise en charge des frais de fonctionnement des antennes locales	Assurer le paiement régulier des indemnités et frais de mission du personnel ; Assurer le fonctionnement normal des antennes.	PADEPA-KS	1 ^{er} trimestre 2015
6	Difficulté de manipulation de certains matériels dont les couveuses par les bénéficiaires	Insuffisance de renforcement de capacités de certains bénéficiaires	Tenir compte de la qualité des matériels à l'acquisition et renforcer les bénéficiaires sur l'utilisation de ces matériels.	PADEPA KS/DNPIA	Permanent
N°	Difficultés/Problèmes Rencontrés	Causes	Mesures/Solutions proposées	Structures/Organismes responsables	Délai d'exécution
PROJET DE RESTAURATION DU FORT DE MEDINE					

1	Retard dans la mise en œuvre des travaux	Non respect du délai contractuel par l'entreprise	Notifier à l'entreprise le respect du délai contractuel	DFM / DNPC	Février 2015
2	-Interventions et usages inappropriés sur le Fort (incivisme et non-respect du site) -Divagation des animaux à l'intérieur et autour du Fort	Manque de gardiens	Recruter deux gardiens (de jour et de nuit) ; Recruter un Conservateur pour les visites guidées et la gestion du Fort	DFM / DNPC	Mars 2015
3	Retard dans la passation des marchés	Retard de l'expression des besoins par l'Administrateur de crédit	Notifier le crédit et requérir les besoins sur l'utilisation du crédit notifié	DFM / DNPC	Février 2015
PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE LA CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA					
1	Retard dans l'exécution des travaux	Non paiement des décomptes conformément aux marchés conclus	Payer les décomptes conformément aux clauses contractuelles ; Respecter le planning d'exécution actualisé	CENOU/ MEF Entreprises/Bureau de contrôle/CENOU	1 ^{er} semestre 2015
2	Insécurité sur le site (vol des matériels, tueries, tracasseries)	Non fonctionnalité de la brigade	Renforcer la sécurité du site à travers le recrutement de gardiens et le paiement des frais des gendarmes affectés à cet effet.	CENOU/Ministère de la sécurité	Février 2015
PROJET DE CONSTRUCTION DE LA DECHARGE COMPACTEE DE NOUMBOUGOU					
1	Absence d'équipements et matériels pour l'exploitation de la décharge	Manque de ressources financières	Acquérir les équipements et matériels d'exploitation de la décharge	DNACPN/DFM-MEADD	1 ^{er} trimestre 2015
2	Début d'occupation anarchique des emprises de la Décharge	Insuffisance de sensibilisation et de suivi	Renforcer l'IEC et le suivi	DNAPCN/Mairie du district	Permanent
PROJET DE REHABILITATION ET D'EQUIPEMENT DE L'INSTITUT NATIONAL DES ARTS					
1	Retard dans l'exécution du marché par l'entreprise	Manque de liquidité de l'entreprise	Sélectionner des entreprises crédibles	DFM/INA	Année 2015

2	Dégradation de l'étanchéité des toitures	Manque de suivi ; Défaillance de l'entreprise	Renforcer le suivi ; Choisir des entreprises qualifiées et crédibles	DFM/INA	Année 2015
PROJET D'EXTENSION ET EQUIPEMENT DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
1	Manque d'équipement pour l'unité médicale	Non prévu dans le marché	Dégager une ligne budgétaire pour l'équiper	INJS/DFM-MS	Année 2015
2	Lenteur dans le processus d'approbation du marché de bassin de natation	Insuffisance de suivi	Renforcer le suivi du processus d'approbation	INJS/DFM-MS	Année 2015

CONCLUSION

La présente mission s'inscrit dans le cadre des actions de la DNPD au titre du Plan d'Actions Gouvernemental pour l'Amélioration et la Modernisation de la Gestion des Finances Publiques, Phase II (PAGAM/GFP II), notamment l'axe 1 dénommé « Améliorer la qualité de préparation et d'exécution du Budget », à travers l'amélioration de l'exhaustivité et la fiabilité des données recueillies sur les Projets/Programmes d'investissements publics au Mali.

Elle avait comme objectif de recueillir et de publier des informations fiables, actualisées et transparentes sur l'exécution physique et financière des Projets/Programmes (P/P) au Mali en vue d'améliorer la qualité de programmation et budgétisation des investissements publics.

Elle a été mise en œuvre à travers les entretiens auprès des Unités de Gestion des Projets (UGP), les services techniques, les bénéficiaires et la visite de certaines réalisations.

Disposant de ces éléments, nous pouvons dire que cette mission de Suivi-évaluation a été d'une importance notoire dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des investissements publics au Mali. Ainsi, elle a permis de faire le point de la situation d'exécution physique et financière des différents projets et programmes visités, d'apprécier la qualité des investissements réalisés sur le terrain et d'explorer les solutions susceptibles d'améliorer leurs performances. En outre, les échanges avec les acteurs et certains bénéficiaires sur le terrain ont permis de faire des propositions de solutions aux contraintes et difficultés signalées.

IV. ANNEXES

Annexe 1 : TDR

Annexe 2 : Liste des personnes rencontrées

Annexe 3 : Liste des documents de travail

ANNEXE I : TDR

MINISTERE DE LA PLANIFICATION
L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

ET DE LA POPULATION

==--= -----==

DIRECTION NATIONALE DE
LA PLANIFICATION DU DEVELOPPEMENT

-.--.-.-

République du Mali DE
Un Peuple-Un But-Une Foi

TERMES DE REFERENCE DES MISSIONS DE SUIVI –
EVALUATION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS AU MALI
DANS LE CADRE DU PAGAM/GFP II, ANNEE 2014,
DEUXIEME SEMESTRE.

Extrant: 2.2.2. Un dispositif de Suivi-évaluation du budget-programme intégrant les Projets et Programmes est mis en place

Activité: 2.2.2.8 Organiser des missions périodiques de suivi physique et financier des Projets et Programmes.

Août 2014

I - CONTEXTE ET JUSTIFICATION

I - 1 - Contexte

Les conclusions du séminaire sur le Renouveau de la Planification tenu à Ségou du 15 au 18 janvier 1996, font ressortir entre autres, la faiblesse du système de conception, de mise en œuvre et de Suivi-évaluation des projets et programmes de développement.

A cet égard, il a été recommandé la mise en place d'un mécanisme de Suivi-évaluation systématique des projets et programmes.

La fonction Suivi-évaluation des P/P d'investissements publics est une activité essentielle qui conditionne leur bonne exécution et surtout leur impact sur l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires.

En somme, elle permet de réguler l'exécution des P/P par l'effet de la planification de leur réorientation et/ou de leurs stratégies de mise en œuvre.

Par ailleurs, dans le cadre de l'élaboration des plans et programmes de développement et du suivi de leur exécution, la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPd) collecte des informations auprès des Cellules de Planification et de Statistique (CPS) et / ou des Directions des Finances et du Matériel (DFM) des différents départements ministériels, ainsi qu'auprès d'autres organismes publics et certains partenaires au développement.

C'est pour améliorer davantage l'exhaustivité et la fiabilité des données recueillies sur les projets et programmes d'investissements au Mali, que la DNPd s'est inscrite dans le cadre du Plan d'Action Gouvernemental pour l'Amélioration et la Modernisation de la Gestion des Finances Publiques (PAGAM/GFP II).

Le Plan d'Action Gouvernemental pour l'Amélioration et la Modernisation de la Gestion des Finances Publiques dans ses phases I et II a pour objectif d'améliorer la gestion des finances publiques en vue de renforcer la gouvernance économique et financière dans le cycle de préparation et de mise en œuvre des P/P.

L'objectif visé par la DNPd à l'issue du processus est de recueillir et de publier des informations fiables, transparentes et à jour sur l'exécution physique et financière des P/P au Mali. Cela aura le double avantage de mettre en confiance les Partenaires Techniques et Financiers quant à la gestion des ressources qu'ils injectent dans les P/P et de les motiver à en financer davantage. Le déficit d'informations fiables sur les P/P constitue une véritable préoccupation pour les PTF ainsi que les autorités maliennes et occulte toute visibilité et lisibilité dans l'orientation et la régulation de la politique d'investissement de l'Etat.

I - 2 - Justification

Depuis l'adoption en 1988 du mécanisme de programmation triennale glissante des investissements au Mali, la DNPd a régulièrement élaboré le Programme Triennal d'Investissements (PTI) dont la première tranche annuelle est le Budget Spécial d'Investissements (BSI).

Le BSI fait l'objet d'un suivi trimestriel et d'un bilan annuel élaboré par la DNPd en collaboration avec les CPS et les DFM des différents départements ministériels ainsi que la Direction Nationale du Contrôle Financier et la Direction Générale du Budget.

Le suivi trimestriel de l'exécution du BSI a été régi successivement par les Instructions N° 1/MP-MFC du 1^{er} Avril 1989 et N° 2/MP-MFC du 26 Janvier 1990. Ces dispositions s'étant avérées inefficaces, une nouvelle Instruction **N° 3/MP-MFC du 3 Septembre 1990** a été instituée pour mieux suivre l'exécution du BSI avec comme nouveauté la possibilité de sanctionner les gestionnaires de projets défaillants.

Toutefois, malgré des efforts considérables déployés, le processus de Suivi-évaluation des investissements publics reste problématique. Cette situation est préoccupante dans la mesure où le programme d'investissements publics est financé à près de 80% par des ressources extérieures.

A cet effet, l' « Etude sur l'amélioration des taux de décaissement des projet et programmes au Mali » indique dans ses conclusions :

- une faiblesse du suivi des P/P au niveau des ministères de tutelle,
- un manque de ressources humaines compétentes au niveau des CPS,
- des comités de pilotage chargés de la supervision des P/P dont la fonction se résume à des réunions périodiques.

Une autre étude commanditée par le FMI : « **L'Etude diagnostique du système de Sélection, de Programmation et de Suivi-évaluation des Projets et Programmes d'Investissement Public et Elaboration d'un Plan d'Action pour le Renforcement des Capacités en la matière** » et réalisée par le **Bureau d'Etudes « BABA TOURE Ingénieur Conseil-Plus (BT) » en mars 2012**, relève également quelques insuffisances du système de Suivi-évaluation des P/P :

- ◆ Le suivi physique de l'état d'exécution technique des projets inscrits au PTI se fait très timidement et se limite à de rares visites de terrain effectuées par les CPS et les DTSS dans le cadre de leurs missions ordinaires.
- ◆ Le cadre de concertation semestriel (2 fois par an) sous l'autorité de la DNPD et qui regroupe les DAF et les CPS qui passe en revue l'exécution des projets sectoriels ainsi que l'état d'évolution des nouveaux projets dans leur cycle, n'est pas suffisamment développé.
- ◆ **Les problèmes récurrents liés aux outils sont surtout le mauvais remplissage des fiches BSI, le retard de transmission et les lenteurs dans les feedback.**
- ◆ Le suivi technique des programmes régionaux qui exige les visites de terrain au sein des projets en exécution sous l'égide de l'Assemblée Régionale avec la participation de la DRPSIAP, des DRS et des PTF n'est pas encore généralisé.
- ◆ **L'utilisation de fiches de Suivi-évaluation des projets/programmes n'est pas généralisée. Le rôle central que doit jouer l'Assemblée Régionale dans le domaine notamment du suivi de la mise en œuvre des mesures et de la diffusion des résultats du suivi financier des projets régionaux reste à initier.**

La durée d'exécution des P/P pose également un problème : alors que la durée moyenne pour exécuter un projet ou programme est de 5 ans dans les conventions, il faut une durée moyenne de 7 ans pour que l'exécution soit effective. L'objectif à l'horizon à moyen terme est de ramener cette durée moyenne de 7 à 6 ans.

Aussi, le suivi des réalisations financières trimestrielles et le bilan annuel établis sur la base des seuls renseignements recueillis par les CPS et DFM auprès des gestionnaires de projets ont révélé bien des insuffisances dont, **le manque de fiabilité et d'exhaustivité des données recueillies ainsi que la lenteur dans la circulation de l'information entre les structures concernées.**

C'est pourquoi, il devient indispensable, pour la DNPD, d'améliorer ses outils et méthodes de travail, de compléter le suivi financier trimestriel par un contrôle physique régulier des investissements réalisés à travers le pays dans le cadre du PTI / BSI, ainsi que par des rencontres de concertation avec les principaux acteurs concernés aux niveaux national et régional.

II – OBJECTIFS

Dans le souci de parvenir à une meilleure programmation et un suivi adéquat des projets d'investissements publics, la Direction Nationale de la Planification du Développement organisera au cours du 2^{ème} semestre de l'année 2014 des missions de suivi - évaluation de quelques projets et programmes inscrits au PTI 2013-2015 et au BSI 2014.

L'objectif des missions de suivi physique sur le terrain est de faire le point de la situation d'exécution des projets / programmes à visiter et d'explorer les solutions susceptibles d'améliorer leurs performances.

III – RESULTATS ATTENDUS

A travers les différentes missions de suivi - évaluation des projets / programmes d'investissement, la Direction Nationale de la Planification du Développement vise à instaurer des contacts réguliers avec les structures de tutelle et les gestionnaires des projets dans le but de faciliter la circulation des informations afin de parvenir aux résultats suivants :

- l'état d'exécution des projets / programmes visités par les structures centrales et sectorielles de planification aux niveaux national et régional est mieux connu ;
- les contraintes et goulots d'étranglements à la bonne marche des projets visités sont identifiés ;
- les recommandations appropriées à la prise de décision sont formulées et mises en application.

En conséquence, les équipes rédigeront un rapport au terme de leurs missions dont le contenu fera ressortir les éléments ci - après :

I - Déroulement de la mission ;

II - Principaux enseignements tirés de la mission ;

III - Suggestions - Recommandations - Propositions de solutions ;

IV – Annexes.

IV – METHODOLOGIE

La méthodologie de travail consiste à organiser des séances de travail entre les équipes en mission et les gestionnaires de projets afin de recueillir toutes les informations relatives à leur situation d'exécution physique et financière en mettant particulièrement l'accent sur les aspects suivants :

- l'exécution physique et financière par composante des projets / programmes au 31 décembre 2013 ;
- les prévisions, les réalisations physiques et financières pour l'année 2014 au moment du passage de la mission ;
- le point sur l'utilisation de la contrepartie nationale ;
- l'évolution du processus de passation des marchés sur financement intérieur et extérieur ;
- le système de suivi - évaluation interne et externe mis en place pour le pilotage du projet / programme ;
- la durée de l'exécution des projets et programmes dans le temps ;
- les contraintes et goulots d'étranglement à la bonne marche du projet / programme ;
- les propositions de solutions envisagées par nature de contraintes et problèmes rencontrés (techniques, financiers, institutionnels....).

Pour ce faire, la documentation à demander comprend, entre autres :

- le dernier Rapport d'Evaluation du projet / programme, ou le cas échéant, le rapport d'étape ou d'avancement ;
- les justificatifs (documents des marchés passés dûment signés et cachetés conjointement par le Gestionnaire du projet / programme, le Directeur des Finances et du Matériel de tutelle et les Services financiers compétents : DGB, DNCF, DGMP, DNTCP...etc.) de l'utilisation des crédits budgétaires des trois derniers exercices 2011, 2012 et 2013 en s'assurant qu'elle est conforme à ce qui a été convenu, de commun accord, lors des différents arbitrages du PTI / BSI ;
- le tableau de bord ou le chronogramme des activités et des décaissements du projet / programme pour le reste de l'exercice budgétaire en cours.

En plus, les équipes pourront s'entretenir, selon les cas, avec les bénéficiaires directs du projet / programme afin de vérifier, d'une part, l'effectivité des biens et services acquis, leur répartition spatiale (ou entre structures destinataires) et recueillir leurs opinions sur son impact réel.

Toutefois, il convient de préciser que les missions de suivi / évaluation des projets et programmes sont à distinguer des missions de contrôle / vérification de la gestion qui sont du ressort d'autres structures de l'Etat. En effet, les missions de suivi / évaluation sont destinées à faciliter le dialogue et la circulation de l'information entre les structures de planification et les gestionnaires des projets et programmes afin de lever les entraves à leur bonne exécution et améliorer ainsi leur impact sur les bénéficiaires.

V – ECHANTILLON DES PROJETS/PROGRAMMES A VISITER

Plusieurs critères peuvent être utilisés pour la sélection des projets à évaluer (Département de tutelle, Région administrative de localisation, Secteur formel de planification, Envergure du projet et son état d'avancement....).

Toutefois, pour les présentes missions, le choix de l'échantillon de projets / programmes à visiter se fera sur la base de leur importance par rapport aux priorités et objectifs actuels du Gouvernement (lutte contre la pauvreté, services sociaux essentiels, bonne gouvernance, modernisation de l'Administration et décentralisation) d'une part, et de l'insuffisance d'informations nécessaires pour l'établissement de leur bilan physique et financier ainsi que leur localisation d'autre part.

VI – COMPOSITION DE LA MISSION DE SUIVI-EVALUATION

La mission comprend deux équipes réparties comme suit :

- Première équipe : elle couvrira les régions de Koulikoro, Kayes et le district de Bamako,
- Deuxième équipe : elle couvrira les régions de Ségou, Sikasso et Mopti,

Pour des problèmes d'insécurité, les projets et programmes des régions du Nord ne sont pas concernés par la présente mission.

Chaque équipe sera composée :

- **au niveau national**, des cadres de la Direction Nationale de la Planification du Développement.
- **au niveau régional**, des représentants du Directeur Régional de la Planification, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement du Territoire et de la Population (DRPSIAP).

VII – MOYENS HUMAINS, MATERIELS ET FINANCIERS

Afin de mener à bien les missions de suivi - évaluation et atteindre l'objectif fixé, les équipes doivent être dotées des moyens humains, matériels et financiers adéquats et suffisants pour assurer leur autonomie.

- **Moyens financiers** : imputation budgétaire : BUDGET NATIONAL/PAGAM GFP II.
- **Durée** : la durée totale de la mission est de 30 jours, soit 15 jours de mission par équipe pour couvrir les projets à visiter sur les régions indiquées ci-dessus.

VIII – RESTITUTION DES RESULTATS DE LA MISSION DE SUIVI

La restitution des résultats de la mission de Suivi-évaluation se fera comme suit :

1. Après les séances techniques de travail et les visites de terrain, les équipes de mission présenteront et partageront leurs conclusions et recommandations avec unités de gestion des P/P avant de quitter les lieux,
2. Une séance d'information et de partage des conclusions et des recommandations sera organisée entre la DNPD et les CPS concernées ;
3. Le rapport final issu du processus sera adressé aux Directeurs des Cellules de Planification et de Statistique et aux chefs des unités de gestion des P/P visités pour les dispositions utiles à prendre.

ANNEXE II : LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

**MISSION DE SUIVI-EVALUATION DE LA DNPD DANS LES REGIONS DE KAYES, KOULIKORO ET LE DISTRICT DE BAMAKO
DU 29 DECEMBRE 2014 AU 12 JANVIER 2015**

PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS ANIMALES DANS LE ZONE DE KAYES SUD (PADEPA-KS)

N°	PRENOMS ET NOMS	STRUCTURES	FONCTION	TELEPHONE	ADRESSE MAIL
ANTENNE DE KITA					
1	Victor KELEMA	SLPIA	Chef SLPIA	60 11 80 33	
2	Abdoulaye COULIBALY	Service Vétérinaire	Chef SV	66 66 88 66	pablocoulibaly12@yahoo.fr
3	Chiaca SIDIBE	SLPIA	Chargé des Ressources Pasto	66 72 85 91	sidibechaka74@yahoo.fr
4	Fatoumata TRAORE	Bénéficiaire	Ménagère	63 04 37 07	
5	Mme DRAME Djénéba DIARRA	Mini-laiterie	Chargée de Production	66 56 00 98	
6	Arouna BAYAGO	Bénéficiaire	Représentant Pharmavet KONE	63 72 53 41	
7	Amadou dit M'Bara DIALLO	SLPSIAP	Chef de service	65 89 38 57 76 42 07 13	amdouditmbaradiallo@yahoo.fr
8	Moussa DIALLO	Cercle	Préfet Adjoint	65 77 13 33	
9	Siné DEMBELE	Cercle	Préfet	79 17 80 17	
CELLULE DE GESTION DU PROJET					
10	Marakatié DIALLO	PADEPA-KS	Coordinateur	66 79 03 91	markdiallo@yahoo.fr
11	Ramata SAMAKE	PADEPA-KS	Spécialiste Genre	76 48 14 24	toulayesam@yahoo.fr
12	Mohamed AG MATTAHEL	PADEPA-KS	Spécialiste des Productions Animales	63 63 52 55	mohamedmattahel@yahoo.fr
13	Tanoulé KEITA	PADEPA-KS	Gestionnaire	66 87 99 39	tanoule_k@yahoo.fr
14	Modibo Issa TRAORE	PADEPA-KS	Chargé des Organisations Paysannes	66 80 60 34	traore.modiboissa@yahoo.fr
N°	PRENOMS ET NOMS	STRUCTURES	FONCTION	TELEPHONE	ADRESSE MAIL
ANTENNE DE BAFOULABE					

15	Ousmane KONE	Service Vétérinaire	Chef SV	66 86 61 62	kousmane87@gmail.com
16	Ousmane DJIRE	SLPIA	Chef SLPIA	65 72 46 31	ousmane.djir@yahoo.fr
17	Abdoulaye Daga THERA	Cercle	Préfet Adjoint	66 66 20 45	yatcom4@yahoo.fr
18	Seydou KANTE	CJJC	Chef de chantier	73 36 39 12	
19	Issa KAMISSOKO	SAED	Surveillant du chantier	79 08 91 64	i.kamissoko@yahoo.fr
DIRECTION REGIONALE DES PRODUCTIONS ET INDUSTRIES ANIMALES (DRPIA)					
20	Jean Martin KAMATE	DRPIA	Directeur	63 14 28 07	jeanmartinkamate@yahoo.fr
21	Nouhoum MALLE	DRPIA	Chef de Division S&E	76 31 76 72	agrocodev@yahoo.fr
ANTENNE DE KAYES					
22	Broulaye DIAKITE	SLPIA	Chef de service	65 16 56 57	bdiakite_2005@yahoo.fr
23	Iffra TALL	Service Vétérinaire	Chef de poste	66 69 45 25	
SOCIETE COOPERATIVE DE LAIT (SOCOLAIT)					
24	Drissa SACKO	SOCOLAIT	Adjoint au Gérant	64 53 54 31	
25	Alkaou TOURE	SOCOLAIT	Président	63 20 72 01	alkaoutoure5@gmail.com

PROJET DE RESTAURATION DU FORT DE MEDINE

N°	PRENOMS ET NOM	STRUCTURES	FONCTION	TELEPHONE	ADRESSE MAIL
DFM MINISTERE DE LA CULTURE					
1	Madiou B TOURE	DFM	Directeur	73 30 33 13	medioutoure29@yahoo.fr
2	Moustapha SISSOKO	DFM	Directeur Adjoint	79 41 58 84	sissoko_moustapha@yahoo.fr
3	Eliane Fanta ZERBO	DFM	Chef Division Finances	66 81 21 75	elianezerbo@yahoo.fr
4	Mme SEMEGA Djalangue DIABY	DFM	Chef Division Approvisionnement	76 46 88 67	djalanguediaby@yahoo.fr
5	DIANE Salimata TRAORE	DFM	Chef Division Comptabilité	76 39 38 15	saloumou@gmail.com
DIRECTION NATIONALE DU PATRIMOINE CULTUREL (DNPC)					
6	Moulaye COULIBALY	DNPC	Directeur Adjoint	76 46 13 31	coulibaly.moulaye@gmail.com
N°	PRENOMS ET NOM	STRUCTURES	FONCTION	TELEPHONE	ADRESSE MAIL
MISSION CULTURELLE DE KAYES (MCK)					
7	Guémo KASSOGUE	MCK	Chef de la Mission culturelle	76 10 10 56	kassogueguemo@gmail.com

FORT DE MEDINE					
8	Bréhima SISSOKO	Fort	Guide national	66 99 31 55	bsissoko62@yahoo.fr
9	Abdoulaye SISSOKO	Fort	Guide local	66 99 54 70	ablos2001@yahoo.fr

PROJET DE CONSTRUCTION ET EQUIPEMENT DE LA CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA

N°	PRENOMS ET NOM	STRUCTURES	FONCTION	TELEPHONE	ADRESSE MAIL
CENTRE NATIONAL DES ŒUVRES UNVERSAITRE (CENOU)					
1	Allaye BAH	CENOU	DGA	66 51 25 31	allayebah161@yahoo.fr
2	Yaya KOTE	CENOU	Chef de service Logements et Restauration	69 52 22 82	yaya.kote@yahoo.fr
3	Mme TEMBELY Awa DIABATE	CENOU	Chef Division Budget	76 32 03 35	
4	Souleymane B COULIBALY	CENOU	Chef Division Marchés	69 60 69 00	
5	Mady KIABOU	CENOU	Chef Section Suivi et contrôle	64 80 50 80	madykiabou50@yahoo.fr
CABINET D'ACHITECTURE ET D'URBANISME (CADAU)					
6	Ismaila DIALLO	CADAU	DG	66 72 29 95	cadau1@yahoo.fr
7	Amadou Sékou NIMAGA	CADAU	DT	76 45 12 88	cadau1@yahoo.fr

PROJET DE CONSTRUCTION DE LA DECHARGE COMPACTEE DE NOUMOUGOU

N°	PRENOMS ET NOM	STRUCTURES	FONCTION	TELEPHONE	ADRESSE MAIL
DIRECTION NATIONALE DU CONTROLE DES POLLUTIONS ET NUISANCES (DNACPN)					
1	Drissa TRAORE	DNACPN	Directeur National	76 43 72 55	ddrism1@gmail.com

2	Abdoul Karim MACALOU	DNACPN	Directeur National Adjoint	76 43 72 52	macalouak@gmail.com
3	Modibo DIALLO	DNACPN	- //-	76 30 51 21	modibodiallo25@yahoo.fr

PROJET DE REHABILITATION ET EQUIPEMENT DE L'INSTITUT NATIONAL DES ARTS

N°	PRENOMS ET NOM	STRUCTURES	FONCTION	TELEPHONE	ADRESSE MAIL
INA CENTRAL					
1	Gabriel DABO	INA	Directeur Général	66 71 46 26	gabrieldabo1@yahoo.fr
2	Korotoumou NIONO	INA	Directrice des Etudes	76 41 41 74	korotoumouniono@yahoo.fr
3	Seydou CISSE	INA	Econome	66 74 21 58	amoros_80@yahoo.fr
4	Sidi Mohamed TRAORE	INA	Surveillant Général-Central	66 78 06 34	sidimtraore65@yahoo.fr
INA ANNEXE/VILLAGE KIBARU					
5	Zoumana TRAORE	INA	Surveillant Général-Annexe	76 45 18 20	zoutraore64@gmail.com
6	Seydou BAYOGO	INA	Surveillant Adjoint-Annexe	66 68 48 49	Seydou.Bayogo@gmail.com
7	Balla KEITA	INA	Chef Peaux et Cuirs	76 49 13 02	
8	Gaoussou DEMBELE	INA	Chef Bijouterie	76 47 30 71	
9	Sidiki COULIBALY	INA	Chef Sculpture	76 30 08 46	
10	Mamadou TRAORE	INA	Chef Tissage	76 10 48 19	
11	Tiémoko KONATE	INA	Chef Construction métallique	76 43 86 09	
12	Bakary DOUMBIA	INA	Chef Menuiserie bois	79 24 03 86	

PROJET D'EXTENSION ET EQUIPEMENT DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS (INJS)

N°	PRENOMS ET NOM	STRUCTURES	FONCTION	TELEPHONE	ADRESSE MAIL
DFM MINISTERE DES SPORTS					
1	Alamir TOURE	DFM	Directeur Adjoint	66 74 03 09	alamirtoure@yahoo.fr
2	Sahidou Abdoulaye	DFM	Chef Division Finances/PI	79 41 58 84	amouley@yahoo.fr

	DIALLO				
4	Souleymane COULIBALY	DFM	Chef Division Approvisionnement/PI	66 27 23 10	coulibalysouleymane721@yahoo.fr
INSTITUT NATIONALE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS					
6	Job THERA	INJS	Directeur des Etudes	72 18 45 93	seryjob@yahoo.fr
7	Djibrilla MAIGA	INJS	Comptable	76 12 13 32	
8	Bréhima SOGODOGO	INJS	Chef DER/FCS	76 22 79 79	sogbre@yahoo.fr

ANNEXE III : LISTE DES DOCUMENTS DE TRAVAIL

PADEPA-KS

- Document du projet ;
- Bilan d'exécution du plan opérationnel 2014, Antenne de Kita ;
- Plan opérationnel 2015, Antenne de Kita ;
- Registre des contrats du projet ;
- Rapport de supervision de novembre 2014 de la Banque Africaine de Développement ;
- Contrat n°0119 DGMMP/DSP 2011 relatif aux travaux de construction et de réhabilitation des bâtiments des services déconcentrés du MEP et des infrastructures de l'élevage dans la zone du PADEPA-KS, Lot 3 : Cercle de Kéniéba ;
- Contrat n°0139 DGMMP/DSP 2012, Lot n°01 : Travaux de réalisation de 25 forages de reconnaissance dont 12 productifs et 12 puits (Cercles de Kayes et Kéniéba) ;
- Contrat n°0086 DGMMP/DSP 2012 relatif aux travaux d'exécution de 54 forages de reconnaissance dont 28 positifs et de réalisation de contre puits équipés en 02 lots, Lot 2 : 29 forages de reconnaissance dont 16 productifs et 16 puits citernes dans les cercles de Kita et Bafoulabé ;
- Contrat n°0081 DGMMP/DSP 2012 relatif aux travaux d'aménagement de 12 petites mares dans les cercles de Kita, Bafoulabé et Kéniéba ;
- Contrat n°0023 DGMMP/DSP 2014 relatif aux travaux de réalisation de 130 km de pistes rurales dans les cercles de Bafoulabé, Kita et Kéniéba repartis en 3 lots pour le compte du PADEPA-KS, Lot n°2 : Sélinkegni-Oussoubidiangna (60 km) ;
- Contrat n°0434 DGMMP/DSP 2013, Lot n°1 : Guéniékoro-Madina (35 km) ;
- Marché n°0336 DGMMP/DSP 2014 pour le recrutement d'un bureau d'études chargé de l'étude de faisabilité technico-économique et environnementale d'un abattoir moderne à Kayes ;
- Plan de décaissement ;
- Plan de passation.

FORT DE MEDINE

- Plan de gestion et de conservation du Fort de Médine 2013-2018, 104 pages, 2013 ;
- Note de requête soumise aux arbitrages du BSI ;
- Note de l'état d'exécution des travaux du Fort de Médine ;
- Rapport de suivi des travaux d'urgence au Fort ;
- Note de présentation du Fort ;
- Procès verbal de réception provisoire des travaux de restauration du Fort de Médine, objet du Marché n°0104, Phase IV ;
- Procès verbal de réception définitive des travaux de restauration du Fort de Médine, objet des Marchés n°1585, 1463 et 0089 des phase I, II et III ;
- Compte rendu des travaux de restauration du Fort de Médine ;
- Les ordres de mouvement de crédit ;
- Contrat simplifié n°14-00270/2014MC-DFM du 18/09/2014.

CITE UNIVERSITAIRE DE KABALA

- Procès-verbal de réunion hebdomadaire de chantier n°217 ;
- Situation de paiement aux entreprises à la date du 02 janvier 2015 ;
- Rapport mensuel n°52 sur l'état d'avancement des travaux ;
- Marché n°0498 DGMMP/DSP 2010, Lot n°1 : bloc A des résidences R+4, plus une infirmerie ;
- Marché n°0531 DGMMP/DSP 2010, Lot n°2 : bloc B des résidences R+4, plus un restaurant universitaire et une cafétéria centrale ;

- Marché n°0532 DGMMP/DSP 2010, Lot n°3 : bloc C des résidences R+4 et des magasins de vente de produits de première nécessité ;
- Marché n°0496 DGMMP/DSP 2010, n°4 : bloc D des résidences R+4 plus le mur de clôture, le bureau des entrées et une salle polyvalente;
- Marché n°0497 DGMMP/DSP 2010, Lot n°5 : les aménagements, notamment les branchements aux réseaux eau et électricité, etc ;
- Avenant n° 0586 DGMMP/DSP 2014 au Marché n° 0900 DGMMP/DSP 2010, relatif aux études architecturales et techniques et au contrôle et suivi des travaux ;
- Marché n°1414 DGMMP/DSP 2009, relatif à la construction de la direction du CENOU ;
- Avenant n° 0579 DGMMP/DSP 2014 au Marché n°0531 DGMMP/DSP 2010 ;
- Avenant n°1 (lot5) 0578 DGMMP/DSP 2014 au Marché n°0497 DGMMP/DSP 2010.

INA

- Note de présentation de l'Institut ;
- Rapport de l'état des lieux ;
- Marché n°0178 DGMMP/DSP 2013 relatif à l'acquisition de matériels d'atelier;
- Marché n°0015 DGMMP/DSP 2014 relatif au projet de réhabilitation de l'INA ;
- Marché n°0022 DGMMP/DSP 2014 relatif à l'acquisition des matières, des matériels de menuiserie;
- Les ordres de mouvement de crédit.

INJS

- Note de présentation de l'Institut ;
- Procès-verbal de réception provisoire des travaux de construction d'un bloc médical ;
- Fiche de liquidation n°78 du 30 décembre 2014 ;
- Liste détaillée des engagements de 2012, 2013 et 2014
- Etat des travaux du Ministère des Sports confiés à l'AGETIPE-Mali;
- Marché n°0548 DGMP-DSP 2014, relatif aux travaux de construction de bassin de nage, de vestiaire et de clôture pour l'INJS.